

Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et

Nutritionnelle (ENSAN) au Mali

- Juin 2015-

Rapport de synthèse



Système d'Alerte Précoce de la
République du Mali



MALI
CLUSTER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Renforcer la réponse humanitaire



**Programme
Alimentaire
Mondial**

Table de Matière

Acronymes et abréviations	3
Résumé exécutif	5
1. Contexte, objectifs et méthodologie	6
1.1 Contexte et justification de l'étude	6
1.2 Objectifs.....	7
1.3 Méthodologie	8
Résultats	10
2. Situation de la consommation alimentaire	10
2.1 Fréquence des repas.....	11
2.2 Habitudes alimentaires.....	11
2.3 Sources d'approvisionnement de la nourriture.....	12
2.4 Indice domestique de la faim	13
3. Stratégies de survie	13
3.1 Stratégies alimentaires	14
3.2 Stratégies non alimentaires	14
4. Dépenses et approvisionnement des ménages.....	15
5. Situation de la sécurité alimentaire.....	16
5.1 Evolution de la sécurité alimentaire au Mali	17
6. Moyens d'existence	19
6.1 Agriculture de contre saison.....	21
6.2 Elevage.....	21
6.3 Pêche	23
7. Bien être, source de revenus et accès au crédit.....	24
7.1 Indice de bien-être économique des ménages	24
7.3 Accès au crédit.....	26
8. Caractéristiques sociodémographiques des ménages enquêtés	26
8.1 Sexe des chefs de ménage.....	26
8.2 Scolarisation des enfants	27
8.3 Eau, hygiène et assainissement.....	27
8.4 Nutrition des enfants de 6 à 59 mois.....	28
9. Caractéristiques et causes de l'insécurité alimentaire	29
10. Assistance alimentaire.....	31
Conclusions.....	32
Recommandations.....	33

Figures

Figure 1: Evolution des sources d'approvisionnement de la nourriture	12
Figure 2: Saisonnalité de la couverture des besoins alimentaires par région	13
Figure 3: Classification des ménages selon l'HEA	15
Figure 4: Distribution des classes de sécurité alimentaire des ménages au niveau national	16
Figure 5: Evolution de la sécurité alimentaire entre septembre 2014 et février 2015.....	17
Figure 6: Evolution de la sécurité alimentaire dans les cercles entre septembre 2014 et février 2015	18
Figure 7: Principaux GME des ménages (basés sur les sources de revenus habituels)	20
Figure 8: GME par région.....	21
Figure 9: Raisons de la non scolarisation des enfants (de 3-14 ans) par région	27

Tableaux

Tableau 1: Calendrier agricole et périodes de collecte des données ENSAN	7
Tableau 2: Evolution de la consommation alimentaire des ménages au niveau national	10
Tableau 3: Evolution de la consommation alimentaire dans les cercles par rapport à septembre 2014 (% de baisse/hausse des ménages de classe « pauvre + limite »)	11
Tableau 4 : Evolution de la fréquence de consommation des groupes alimentaires.....	11
Tableau 5: Consommation alimentaire par groupe de sécurité alimentaire	12
Tableau 6: Consommation alimentaire et bien être des ménages	12
Tableau 7: Répartition de la population en insécurité alimentaire	16
Tableau 8: Synthèse CARI (adapté)	16
Tableau 9: Evolution de la sécurité alimentaire depuis septembre 2014 dans les cercles	17
Tableau 10: Classes de sécurité alimentaire et ZME	19
Tableau 11: Insécurité alimentaire et nombre d'UBT	22
Tableau 12: Indice de bien-être économique par région et son évolution.....	24
Tableau 13: Bien-être économique des ménages et sécurité alimentaire et évolution depuis septembre 2014	25
Tableau 14: Dettes et sécurité alimentaire.....	26
Tableau 15: Nutrition et sécurité alimentaire des ménages	28
Tableau 16: Prévalence régionale de la MAG, MAM et MAS.....	29
Tableau 17: Autres facteurs liés à la nutrition.....	29
Tableau 18: Chocs subis par les ménages au cours des six derniers mois	31

Cartes

Carte 1: Zones de moyens d'existence.....	6
Carte 2: Prévalence des ménages en insécurité alimentaire (modérée + sévère) dans les cercles-février 2015	18
Carte 3: Prévalence d'IA sévère et modérée et ZME	20
Carte 4: Distribution du bien-être économique dans les régions	25

Acronymes et abréviations

ACF : Action Contre la Faim

ACNH : Analyse en Classification Non Hiérarchiques

ACP : Analyse en Composantes Principales
ADRA : Adventist Development and Relief Agency
AGR : Activité Génératrice de Revenu
AVSF : Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
CARI : Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security
CFA : Communauté Financière Africaine
CISV : Comunità, Impegno, Servizio, Volontariato
CSI : Coping Strategy Index (Indice des stratégies d'adaptation)
CSPEEDA : Centre Sahélien de Prestation d'Etude, d'Ecodéveloppement et Démocratie Appliquée
CSPRO : Census and Survey Processing System
DRC : Danish Refugee Council
ENSAN : Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
FEWSNet : Famine Early Warning Systems Network
GARDL : Groupe d'Action/Recherche pour le Développement Local
GME : Groupe de Moyens d'Existence
HEA : Household Economy Approach (Analyse de l'Economie des Ménages)
HHS : Household Hunger Scale (Indice domestique de la faim)
IDH : Indice de Développement Humain
INSTAT : Institut National de la Statistique
MAG : Malnutrition Aigue Globale
MAM : Malnutrition Aigüe Modérée
MAS : Malnutrition Aigüe Sévère
ONG : Organisation Non Gouvernementale
OXFAM : Oxford Committee for Famine Relief
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PB : Périmètre Brachial
RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SAP : Système d'Alerte Précoce
SCA : Score de Consommation Alimentaire
SDAM : Score de Diversité Alimentaire des Ménages
SE : Section d'Enumération
SMART : Standardised Monitoring and Assessment of Relief and Transitions
UBT : Unité de Bétail Tropical
VAM : Vulnerability Analysis and Mapping (Analyse et cartographie de la vulnérabilité)
ZME : Zone des Moyens d'Existence

Résumé exécutif

Le gouvernement et ses partenaires ont réalisé une enquête sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ENSAN) afin de suivre l'évolution de la situation alimentaire et nutritionnelle depuis septembre 2014 et de pouvoir planifier des réponses adéquates, vu le contexte de pauvreté structurelle, d'insécurité alimentaire chronique et compte tenu de l'instabilité dans le nord. Cette ENSAN a été réalisée en milieu urbain et rural et est représentative au niveau national, régional, des cercles et des zones de moyens d'existence (ZME).

Il ressort que la sécurité alimentaire s'est détériorée particulièrement dans certains cercles des régions de Tombouctou, Sikasso, Ségou, Mopti, Koulikoro et Kayes. Globalement l'insécurité alimentaire (sévère et modérée) touche un quart de la population et cela se traduit dans une consommation alimentaire faible, dans une proportion accrue du revenu dépensé en nourriture et dans l'adoption de nombreuses stratégies d'adaptation néfastes de la part des ménages pour faire face aux difficultés.

La situation s'est fragilisée à cause de la précocité de la soudure pastorale et de l'insécurité dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal où l'éclatement du conflit armé en 2012 a déstabilisé l'économie et le mode vie des populations. Si le déficit des pluies en 2014 est à l'origine des difficultés actuelles des conditions d'abreuvement et de la pénurie des pâturages provoquant ainsi une précocité dans la transhumance, l'insécurité a perturbé les circuits économiques y compris les marchés dans les régions du nord, rendant ainsi plus difficile (et surélevant les prix des denrées alimentaires) l'accès à la nourriture de base de la part des populations d'éleveurs.

Par ailleurs, la situation nutritionnelle s'est dégradée par rapport à la dernière enquête SMART de juin-août 2014, particulièrement dans la région de Mopti avec 8 % d'enfants de 6-59 mois atteints de malnutrition aiguë globale (MAG)¹.

Dans les mois à venir, des facteurs d'amélioration de la situation alimentaire ne sont pas perceptibles. En effet, le circuit économique, y compris le général état d'approvisionnement pour la population, les mouvements en direction de meilleurs pâturages pour les éleveurs et des champs pour les agriculteurs restent tributaires du sens d'évolution du conflit armé dans les régions du nord.

Les options de réponse à envisager dans les prochains mois devraient :

A court terme

- ⇒ Mettre en œuvre des programmes d'assistance alimentaire immédiate visant les ménages en insécurité alimentaire sévère.
- ⇒ Améliorer la disponibilité et l'accès en aliment de bétail dans les zones de Gao, Tombouctou, Mopti, Kidal et dans le Sahel Occidental.
- ⇒ Poursuivre les appuis humanitaires en cours et procéder à des actions de reconstitution des moyens d'existence à l'endroit des populations déplacées et des réfugiés de retour.

Moyen terme

- ⇒ Renforcer les actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition infantile dans les régions du nord du pays et continuer les campagnes de sensibilisation pour le changement de comportement sur l'adoption de bonnes pratiques d'alimentation, de nutrition et d'assainissement.
- ⇒ Favoriser la transition d'une phase humanitaire à une phase de développement
- ⇒ Renforcer les capacités nationales et les structures sanitaires dans la surveillance de la situation alimentaire et nutritionnelle ainsi que dans la prévention des désastres.
- ⇒ Plaidoyer pour une meilleure mobilisation des ressources et pour un plan d'action pour une réponse concertée aux problématiques de sécurité alimentaire et de nutrition.

¹ Prévalence mesurée avec le PB.

1. Contexte, objectifs et méthodologie

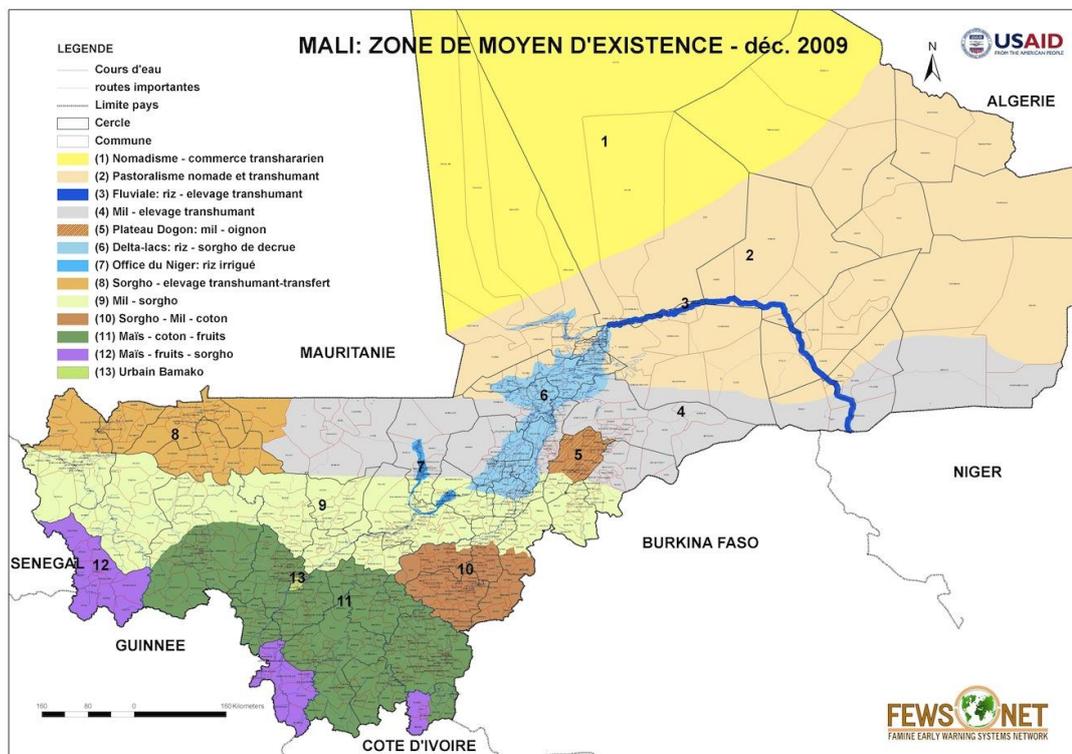
1.1 Contexte et justification de l'étude

Le Mali est un pays sahélien, enclavé, et structurellement vulnérable à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Les deux tiers du pays² sont désertiques. Le pays est subdivisé en 13 zones de moyens d'existence. Sa population est estimée à 17.7 millions d'habitants³. Il est classé 176^{ème} sur 187 pays selon l'Indice de Développement Humain (IDH) de 2014⁴.

L'économie est fortement dépendante du secteur primaire : l'agriculture, l'élevage, la chasse et la sylviculture occupent 68 % de la population active⁵, qui à son tour est tributaire de facteurs climatiques, telles que la sécheresse.

Avec une production record de 6.878.500 tonnes de céréales et un excédent de 1.775.696 tonnes au cours de la campagne 2014-2015, le Mali n'est pas confronté à un problème de disponibilité alimentaire⁶. Cependant le pays souffre d'une situation d'insécurité alimentaire structurelle et chronique, qui demeure stable depuis dix ans. Des contraintes dans l'accessibilité et l'utilisation des aliments caractérisent la consommation alimentaire, qui est peu diversifiée.

Carte 1: Zones de moyens d'existence



L'éclatement d'un conflit armé dans le nord du Mali en 2012 et la consécutive dégradation de la situation sécuritaire ont largement contribué à la détérioration des conditions de vie de la population malienne - principalement, celle vivant dans les régions au nord et dans la bande sahélienne. Les ménages maliens, déjà structurellement vulnérables et fortement affectés par une série de

crises⁷ ont ainsi fait face à une érosion des moyens de subsistance (bétail, récoltes, sources de revenus, emploi, réduction des activités économiques, etc.).

Bien que la mise en œuvre de diverses interventions -y compris humanitaires- principalement dans le nord du pays ait contribué à une stabilisation de la sécurité alimentaire⁸, les ménages demeurent vulnérables et peu résilients face aux chocs.

² La superficie du Mali est de 1.242.248 km². Source : http://instat.gov.ml/contenu_page.aspx?pa=48 consulté le 28 juin 2014.

³ Estimation fournie par la Direction Nationale de la population (DNP) lors de l'atelier sur le *Cadre Harmonisé* pour le Mali de Novembre 2014.

⁴ *Rapport sur le développement humain 2013*, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

⁵ 4^e Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Mali (RGPH 2009), INSTAT, Décembre 2012.

⁶ Fiche de communication du Cadre Harmonisé du Mali - Mars 2015.

⁷ La crise pastorale de 2009 au cours de laquelle la taille moyenne du cheptel a diminué de 40 % entre septembre 2009 et mars 2010, la sécheresse de 2011 où 60 % des ménages n'ont rien récolté, la mauvaise régénération des pâturages se traduisant par une soudure animale précoce et difficile en 2012.

⁸ Source: ENSAN, septembre 2014.

Par ailleurs, la mauvaise répartition dans le temps et dans l'espace des pluies en 2014 a engendré d'importants déficits fourragers et un niveau moyen d'alimentation en eau des points d'abreuvement pour le bétail. Les risques d'une nouvelle crise pastorale, eue égard à l'important déficit fourrager et au faible niveau approvisionnement des points d'abreuvement ainsi que l'approche de la période de soudure constituent des facteurs aggravants de la sécurité alimentaire, principalement au nord du pays.

Dans ce contexte, un suivi régulier de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, de l'évolution des moyens de subsistance et des stratégies de survie des ménages est indispensable pour une meilleure (re-)définition et planification des interventions afin d'améliorer les conditions de vie des groupes plus vulnérables et/ou prévenir d'éventuels catastrophes/crises.

Par ailleurs les résultats de cette enquête alimenteront l'analyse nationale du *Cadre Harmonisé* qui contribuera significativement à la planification des interventions des partenaires pour la période de soudure (pastorale et agricole).

Tableau 1: Calendrier agricole et périodes de collecte des données ENSAN

Calendrier agricole du Mali & Période de collecte des données de l'ENSAN													
Mois	Janv.	Fev.	Mar.	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sep.	Oct.	Nov.	Dec.	
Climat	Saison sèche					Saison des pluies					Saison sèche		
Opérations agricoles	Récolte de contre saison (riz/maraîchage)				Préparation des sols			Semis			Récolte principale		
Migration du bétail						Sud/Nord			Nord/Sud				
Période de soudure						Période de soudure pastorale			Période de soudure agricole				
Migration/Exode	Départ des migrants en exode					Retour des migrants de l'exode			Départ des migrants en exo				
Besoins en main d'œuvre						Pic de demande de main d'œuvre pour les préparations des terres et des semis					Pic de demande de main d'œuvre pour les récoltes		
Collecte des données ENSAN	Fev. 15									Sept. 14			

Source FEWSNET

1.2 Objectifs

L'objectif de cette évaluation est de connaître la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages au Mali, et son évolution depuis la dernière enquête de septembre 2014, ainsi qu'à collecter des informations sur la situation pastorale, dans le nord du pays et dans la bande sahélienne.

Les objectifs spécifiques sont de connaître :

- la prévalence de l'insécurité alimentaire au niveau national, régional et des cercles
- le profil de ménages en insécurité alimentaire et leurs moyens de subsistance
- les zones où ces ménages se trouvent
- les causes de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité
- la situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois
- l'évolution de la sécurité alimentaire dans les mois à venir et les risques probables auxquels les ménages devront faire face
- les types d'intervention les plus appropriés pour protéger les ménages de l'insécurité alimentaire.

1.3 Méthodologie

Partenariat

L'ENSAN a été menée par le SAP du Gouvernement le PAM en collaboration avec la FAO, FEWSNET et les ONG partenaires réunies au sein du Cluster Sécurité Alimentaire⁹ (GARDL, ACF-Espagne, Islamic Relief Worldwide, DRC, CISV, ADRA-Mali, World Vision, Save the Children, CSPEEDA, OXFAM et AVSF).

Outils de collecte des données

Les données ont été collectées à travers deux questionnaires : un de type quantitatif pour recueillir les informations auprès des ménages et l'autre de type qualitatif adressé aux communautés.

- 1) Le questionnaire ménage a été administré à priori au chef de ménage et a couvert les aspects de possession des biens et logement, d'eau, hygiène et assainissement, des pratiques d'élevage et d'agriculture, économiques (revenus et dépenses), de consommation alimentaire, des chocs et stratégies de réponse, d'assistance extérieure et de nutrition des enfants de 6 à 59 mois.
- 2) Le guide d'entretien communautaire a été administré aux principaux informateurs clés de la communauté concernée (notables, représentants des groupes inclus les associations de femmes, etc.). Il a couvert les aspects démographiques et de migration, de la campagne agropastorale, de la transhumance du bétail, des ressources agropastorales et halieutiques, de l'approvisionnement et accessibilité des marchés, les perspectives de la sécurité alimentaire, les chocs et la capacité d'y faire face et les biens communautaires.

Le périmètre brachial de tous les enfants âgés de 6 à 59 mois vivant dans les ménages interviewés a été mesuré avec la bande de Shakir.

Les données quantitatives ont été collectées avec des smartphones. Les coordonnées GPS des ménages ont été également collectées. Un manuel des enquêteurs a été utilisé.

Echantillonnage et représentativité

L'échantillon de l'ENSAN est aléatoire, stratifié et tiré à deux degrés. L'unité primaire de sondage, appelée aussi grappe, est la Section d'Énumération (SE) telle que définie dans le cadre du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2009. Tandis que l'unité secondaire est le ménage. L'échantillon est le même que celui utilisé en septembre 2014 élaboré avec l'appui technique de l'Institut National de la Statistique (INSTAT), ce qui permet de comparer les résultats.

Le Mali est administrativement divisé en régions, cercles, arrondissements, communes, villages/villes et fractions. La principale variable prise en compte pour déterminer la taille minimale et optimale de l'échantillon est la prévalence de l'insécurité alimentaire. Afin d'avoir une représentativité de la sécurité alimentaire au niveau de :

- i) 49 cercles que compte le Mali (découpage administratif de niveau N2) ;
- ii) huit régions du pays (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal) (découpage administratif de niveau N1);
- iii) douze des treize zones de moyens de subsistance (ZMS) du pays* ;
- iv) du milieu de résidence (urbain vs rural)*;
- v) ainsi du niveau national (ensemble du pays) *

la taille minimale des ménages à enquêter par strate est de 137. Ce nombre a été arrondi à 150.

*hormis Bamako

Les données de la nutrition des enfants de 6 à 59 mois sont représentatives au niveau national et régional.

⁹ Le Cluster Sécurité Alimentaire a été créé en Mars 2012, suite à la crise politique et humanitaire à laquelle a été confronté le Mali avec l'objectif de coordonner les réponses en lien avec le Plan National de Réponse aux difficultés alimentaires du Gouvernement et le Programme National de Sécurité Alimentaire. Il rassemble près de 70 institutions et organisations non-gouvernementales qui interviennent sur l'ensemble du territoire national, et plus spécifiquement dans les régions du Nord (Gao, Tombouctou, Kidal et Mopti).

Le district de Bamako n'a pas été inclus dans l'échantillon de cette ENSAN pour des raisons économiques.

Taux de réalisation

98.6 % des SE sélectionnées ont pu être enquêtées (soit 859 SE). Les douze SE restantes n'ont pas pu l'être à cause de l'insécurité dans le nord - principalement dans les cercles de Banamba et Nara (Région de Koulikoro), de Niono (Région de Ségou), Youwarou (Région de Mopti) ; de Goundam et de Niafunké (Région Tombouctou).

Au total, 8.586 ménages ont été enquêtés, avec un taux de remplacement de 2.1 % (soit 185 ménages n'ont pas pu/voulu être enquêtés). La prise du périmètre brachial a concerné 15 563 enfants de 6 à 59 mois (vivant dans les ménages enquêtés).

Saisie, analyse et validation des données

La saisie des données a été faite utilisant le logiciel CsPRO, et l'analyse avec SPSS. L'analyse a été faite par un panel d'experts du SAP, du PAM, de la FAO, de FEWS NET et du Cluster Sécurité Alimentaire. Les résultats ont été ensuite soumis à l'appréciation d'un panel d'environ 80 experts des structures techniques de l'état, des partenaires techniques et financiers, du SAP, du PAM, de la FAO, de FEWS NET, du Cluster Sécurité Alimentaire et des autres partenaires de l'ENSAN. Ils ont été validés lors de l'atelier de restitution de l'ENSAN tenu à Bamako le 12 Mars 2015.

Equipes et collecte des données

La collecte des données primaires a été faite par 195 enquêteurs repartis en 65 équipes de cinq personnes chacune (un chef d'équipe, trois enquêteurs et un chauffeur). Ces équipes ont reçu l'encadrement des sept coordonnateurs régionaux du SAP et des membres de la coordination nationale de l'ENSAN.

La formation des enquêteurs a eu lieu du 5 au 8 février 2015 dans trois centres de formation:

- A Bamako pour les agents des 28 cercles du sud du pays (régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou) ;
- A Mopti pour ceux des 13 cercles des régions de Mopti et de Tombouctou et,
- A Gao pour ceux des 8 cercles des régions de Gao et de Kidal.

La collecte des données a eu lieu du 11 février au 3 mars 2015. La supervision a été assurée par les responsables régionaux du SAP, le staff du PAM, de la FAO, de FEWSNet et des organisations du Cluster Sécurité Alimentaire.

Limites

Cette étude a été préparée et conduite avec le maximum de rigueur. Cependant, elle comporte des limites:

Période de collecte des données La collecte des données a eu lieu pendant la saison sèche, une période généralement plus aisée pour les ménages car ils bénéficient des récoltes de contre saison (riz, maraîchage- ce qui améliore la disponibilité et l'accès alimentaire) et des revenus envoyés par les migrants saisonniers.

En outre, la présence de bétail en provenance des zones Haoussa dans le Gourma et dans les zones de pâturages méridionales accroît la pression de troupeaux sur les zones de pâturage et sur les ressources en eau disponibles, une situation atypique pour cette période de l'année. Les résultats sont influencés par ces facteurs saisonniers et donc pas caractéristiques de toute l'année.

Description des nomades La description des ménages se fait également avec le type de logement, les matériaux de construction des habitats et l'indice de bien être, un indicateur basé sur la possession par le ménage de certains bien fonctionnels y compris certains qui ne sont pas typiques des ménages nomades (tels que la télé, la climatisation, le frigo, la machine à laver, l'ordinateur, etc..). Cela doit être pris en compte dans la description du profil économique des ménages.

Représentativité À cause de problèmes d'insécurité dans la région de Tombouctou, environ 70 % des ménages ont pu être interviewés dans le cercle de Goundam. De plus, les données au niveau communautaire sont pas représentatives au niveau national seulement si agrégées aux données ménages.

Langue des interviews Les questionnaires étaient en français, et traduits dans les langues locales, il est possible que des erreurs liées à la traduction aient pu être commises.

Résultats

2. Situation de la consommation alimentaire

La consommation alimentaire des ménages est mesurée avec le SCA, un indicateur qui regroupe la diversité et la fréquence de consommation ainsi que la valeur en calories, en macronutriments et en micronutriments des aliments consommés dans les sept jours ayant précédé l'enquête¹⁰.

Bien que la consommation alimentaire moyenne des ménages les plus vulnérables se soit légèrement améliorée, celle de presque 5 % des ménages s'est dégradée en six mois. Cette détérioration a eu lieu particulièrement dans les cercles de Bla (région de Ségou), Nara (région de Koulikoro) et Gourma-Rharous (région de Tombouctou) où respectivement 41 %, 37.8 % et 36.2 % ont une consommation alimentaire très pauvre, que se traduit par une forte pression sur les ménages pour accéder à la nourriture.

Tableau 2: Evolution de la consommation alimentaire des ménages au niveau national

Consommation alimentaire	Septembre 2014	Février 2015
Pauvre	12.1 %	11.8 %
Limite	13.1 %	17.7 %
Acceptable	74.8 %	70.5 %

La consommation alimentaire est inadéquate pour 41.7 % des ménages très pauvres et pour le 32.8 % des pauvres, ce qui confirme le lien direct entre pauvreté et couverture des besoins alimentaires.

Par rapport à la fin de la soudure (septembre 2014), globalement environ 4.6 % de ménages maliens qui avaient une consommation alimentaire acceptable ont maintenant une consommation alimentaire limite, et cela se reflète dans toutes les régions.

Les ménages ayant la diversité alimentaire la plus faible (moindre ou égale à quatre groupes d'aliments consommés la veille de l'enquête), sont majoritairement des ménages avec des revenus irréguliers (provenant de la pêche, travail journalier, artisanat, maraichage ou des aides/dons). Des proportions importantes de ces ménages vivent dans les cercles de Kita –région de Kayes (24.6 %), Gourma-Rharous- région de Tombouctou (19.6%), Bourem-région de Gao (19.9 %) et Tin-Essako (17.8 %) et Abéïbara –région de Kidal (avec respectivement 17.8 % et 15.4 %) et au cours des six derniers mois leur consommation alimentaire c'est fortement dégradée. Surement la préoccupante situation de l'élevage de ces zones à caractère typiquement pastorale et nomadiques a diminué les revenus de ces ménages au détriment de leur alimentation. Pour visionner les prévalences de la consommation alimentaire de toutes les régions voir annexe 8.

¹⁰ Les groupes sont reportés sur une échelle allant de 0 à 112. Les seuils standard 28 et 42 ont été utilisés pour déterminer les trois classes de consommation alimentaire des ménages : pauvre (SCA ≤ 28), limite (SCA > 28 et SCA ≤ 42) et acceptable (SCA > 42).

Tableau 3: Evolution de la consommation alimentaire dans les cercles par rapport à septembre 2014 (% de baisse/hausse des ménages de classe « pauvre + limite »)

	Région	Cercle	% des ménages
Détérioration de la CA	Gao	Ansongo	+22.1%
	Kayes	Kita	+30.2%
	Kidal	Tin-Essako	+22.3%
	Kidal	Abeïbara	+22.8%
	Koulikoro	Nara	+37.8%
	Mopti	Douentza	+21.4%
	Mopti	Youwarou	+19.9%
	Ségou	Bla	+41.7%
	Ségou	San	+17.0%
	Ségou	Baraouéli	+13,8%
	Sikasso	Sikasso	+28.7%
	Sikasso	Kolondiéba	+26.8%
	Sikasso	Bougouni	+14.4%
	Tombouctou	Gourma-Rharous	+36.2%
Amélioration	Gao	Gao	-13.0%
	Gao	Bourem	-20.2%
	Kayes	Diéma	-14.1%
	Koulikoro	Kolokani	-28.0%
	Koulikoro	Koulikoro	-15.2%
	Mopti	Bandiagara	-15.3%
	Ségou	Niono	-11.1%

2.1 Fréquence des repas

Les ménages arrivent à consommer trois repas par jours et les enfants de deux à cinq ans en ont quatre, satisfaisant ainsi les besoins minimaux. Cependant, dans les régions de Gao et Tombouctou les enfants consomment trois repas et à Kidal même deux.

2.2 Habitudes alimentaires

Les habitudes alimentaires ont pu être conservées: au cours des six derniers mois seulement 8.5 % des ménages ont diminué les quantités consommées, 2.5 % des ménages ont diminué le nombre de repas par jour et 1.7 % des ménages ont baissé la qualité des repas. Il semble que les difficultés d'accès aux aliments (7.6 %) ainsi que leur faible disponibilité (3.6 %) soient les causes principales du changement des habitudes.

Rarement des ménages ont eu la possibilité d'augmenter la quantité et la qualité des repas pendant les six derniers mois (respectivement 2 % et 1.2 % des cas).

Tableau 4 : Evolution de la fréquence de consommation des groupes alimentaires

Groupes Alimentaires	Moyenne des jours de la semaine	
	Sept 14	Février 15
Céréales	7	7
Légumineuses	2	2
Légumes	4	5
Fruits	1	1
Protéines Animales	4	4
Protéines Laitières	3	2
Huile/Graisse	5	5
Sucres	6	6

Tableau 5: Consommation alimentaire par groupe de sécurité alimentaire

	En sécurité alimentaire	En sécurité alimentaire limite	En insécurité alimentaire modérée	En insécurité alimentaire sévère
Céréales	6.9	6.9	6.7	6.5
Légumineuses	2.8	2.7	1.1	0.6
Légumes	5.7	5.3	4.0	3.4
Fruits	1.2	0.6	0.2	0.0
Protéines animales	5.4	4.7	1.2	0.5
Protéines laitières	3.1	2.8	0.7	0.5
Huile, Graisse	6.0	5.6	4.3	3.8
Sucre	6.3	6.0	4.7	3.9
<i>FCS</i>	<i>68.7</i>	<i>63.2</i>	<i>32.1</i>	<i>24.0</i>

La fréquence et la variété de la consommation alimentaire varient entre les groupes de sécurité alimentaire : si les céréales, les légumes, l'huile et le sucre sont consommés assez régulièrement parmi les ménages, les protéines animales et laitières sont les macroéléments presque exclusivement consommés par les ménages en sécurité alimentaire.

Le lien entre le niveau économique des ménages et leur alimentation est très direct : plus les ménages ont un bien être économique élevé (mesuré avec l'indice de bien-être économique, cfr. paragraphe 7) plus il est probable qu'ils aient une consommation alimentaire riche et diversifiée.

Tableau 6: Consommation alimentaire et bien être des ménages

Quintiles d'indice de bien-être économique des ménages	Classes de consommation alimentaire					
	Pauvre		Limite		Acceptable	
	Sept-14	Fev-2015	Sept-14	Fev-2015	Sept-14	Fev-2015
Très pauvres	26%	21%	15%	21%	60%	58%
Pauvres	16%	14%	16%	19%	69%	67%
Moyens	10%	10%	15%	21%	76%	69%
Riches	9%	9%	14%	16%	78%	76%
Très riches	7%	5%	9%	13%	85%	82%
Total	12%	12%	13%	18%	75%	71%

2.3 Sources d'approvisionnement de la nourriture

Le marché reste de loin la principale source d'approvisionnement en nourriture (81.6 % des mentionnées). La propre production est aussi très fréquente (77.8 %), puisque la majorité des maliens sont agriculteurs et éleveurs. Selon la tendance saisonnière, l'autoconsommation a augmenté en février par rapport à septembre, grâce aux réserves faites suite à la récolte. Les paiements en nature et l'envoi de denrées de la part des migrants sont aussi des modalités d'approvisionnement fréquentes (respectivement 14.5 % et 11.7 %) typiquement des ménages vulnérables. Les dons et aides extérieures ont diminué par rapport à septembre 2014 (passant de 11.8% à 5.1%), car les besoins d'assistance sont majeurs en période de soudure.

L'aide humanitaire constitue toujours une source importante d'approvisionnement dans le nord du pays.

Généralement quatre ménages sur dix ont eu des difficultés d'approvisionnement au cours des douze derniers mois et cela principalement à cause des faibles quantités récoltées (28 %) mais aussi de la cherté des denrées (3.5 %).

Figure 1: Evolution des sources d'approvisionnement de la nourriture

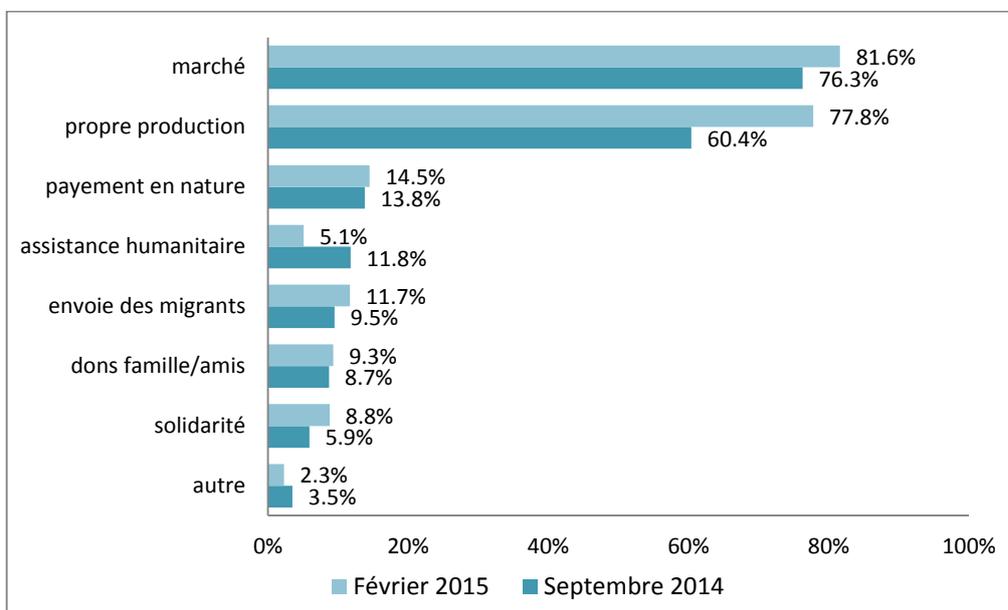
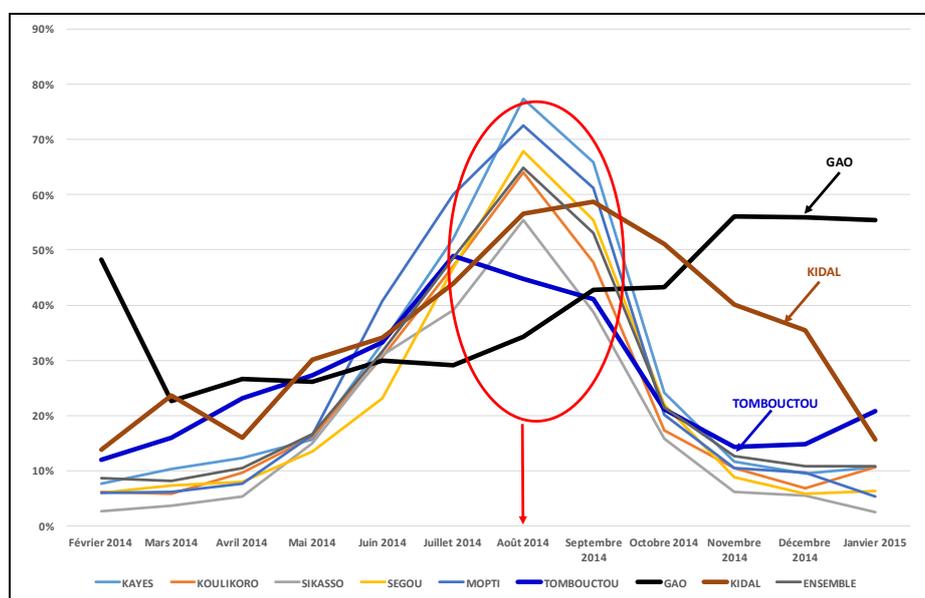


Figure 2: Saisonnalité de la couverture des besoins alimentaires par région



2.4 Indice domestique de la faim

L'indice domestique de la faim (HHS) est un indicateur simple pour mesurer la faim dans les ménages en zones d'insécurité alimentaire basé sur l'expérience du ménage au cours des 30 jours précédant l'enquête¹¹. Il montre que 6.2 % des ménages souffriront de faim modérée (de l'échelle 1 à 6), dont 0.3 % sous sa forme sévère.

3. Stratégies de survie

Pour couvrir leurs besoins en nourriture, les ménages mettent en œuvre des stratégies dans la sphère alimentaire en fonction de leur vulnérabilité.

¹¹ Pour de plus amples informations sur la méthodologie du HHS consultez : http://www.fsnnetwork.org/sites/default/files/hhs-indicator-guide-aug2011-francais_0.pdf

3.1 Stratégies alimentaires

Les stratégies qui concernent la sphère alimentaire sont mesurées avec l'indice des stratégies de survie simplifié (CSI)¹², qui apprécie la fréquence de cinq comportements du ménage : la consommation d'aliments moins préférés car moins chers, l'emprunt de la nourriture, la diminution des portions, la réduction de la consommation au profit des enfants et la réduction du nombre de repas par jours. Plus le score est élevé, plus les ménages ont recours à ces stratégies d'adaptation.

Au niveau national une légère amélioration a été observée par rapport à septembre 2014 (2.4 contre 3.7), ce qui est normal car en septembre les ménages ressentent encore les effets de la soudure. Les ménages de Tombouctou, Gao et Kidal (avec des scores respectifs de 7.7, 6.7 et 4.5) y ont recours davantage, suggèrent qu'elles ont plus de difficultés à surmonter. Les ménages très pauvres, ceux des travailleurs journaliers, des pêcheurs et de ceux vivant des aides/dons sont ceux qui ont recours le plus souvent aux stratégies.

3.2 Stratégies non alimentaires

S'agissant du recours à des stratégies non alimentaires, les ménages ont été classés selon quatre catégories de stratégies d'adaptation :

- 1) Ceux n'ayant pas eu de recours à des stratégies (59.5%) ;
- 2) Ceux ayant eu recours uniquement à des stratégies dites de stress¹³ (25.6%) ;
- 3) Ceux ayant eu recours à des stratégies de crise¹⁴ (6.9%) et
- 4) Ceux ayant eu recours à des stratégies d'urgence¹⁵ (8%).

Comme pour les stratégies alimentaires, ceux ayant recours à des stratégies de crise ou d'urgence sont plus nombreux dans les régions du nord où prévaut une situation sécuritaire précaire : Tombouctou (12.6% et 17.8%) ; Gao (13.8% et 10.2%) et Kidal (9.3% et 13.2%).

Pour près d'un ménage sur sept (13.7%), les stratégies adoptées ont évolué principalement par période (10.5%), intensité (5.7%) et durée (5.2%), cela s'est vérifié particulièrement dans les cercles de Youwarou- région de Mopti, de Gourma Rharous et de Niafouké- région de Tombouctou et d'Ansongo - région de Gao.

Par rapport à septembre 2014, les ménages en insécurité alimentaire sévère ont davantage recours aux stratégies de stress qu'à celles d'urgence.

Perception des ménages

Une auto-classification des conditions de vie ménages a été faite utilisant le Household Economy Approach (HEA)- l'analyse d'économies des ménages. Les ménages se sont ainsi comparés aux autres du même village.

En majorité, les ménages considèrent leur niveau de vie essentiellement dans la moyenne. Cependant 30 % entre eux se considèrent pauvres, dont 6.6 % très pauvres, et cela principalement dans les régions du nord : Tombouctou (19.9 %), Gao (12.7 %) et Kidal (11.1 %).

¹²Le CSI quantifie le recours des ménages à des stratégies alimentaires au cours des sept jours précédents l'enquête. Pour de plus amples informations sur la méthodologie consultez le Field Methods Manual au:

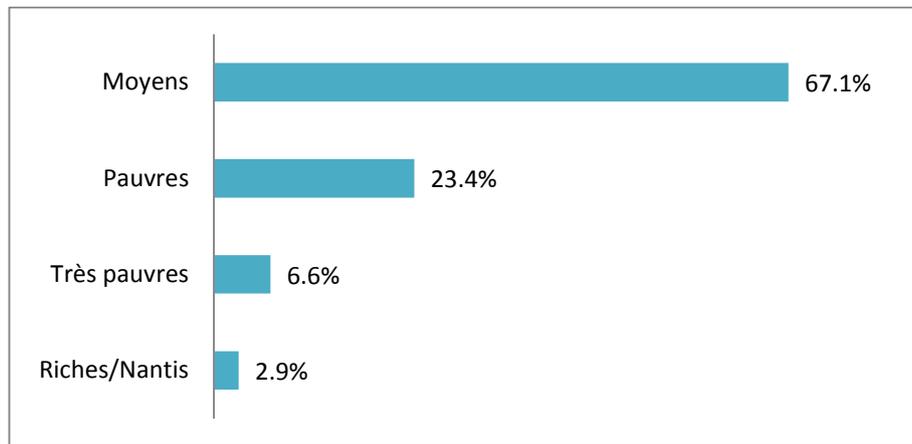
http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp211058.pdf

¹³Ces stratégies conduisent à la diminution de la capacité à faire face à des chocs futurs (par ex. emprunter de l'argent ou dépenser son épargne). Il s'agit de vendre des actifs non productifs; de dépenser son épargne, d'emprunter ou d'acheter la nourriture à crédit, d'emprunter de l'argent, d'envoyer les membres du ménage manger ailleurs et la vente d'animaux.

¹⁴Les stratégies de crise affectent directement la productivité future, comme vendre des actifs productifs ou moyens de transport, réduire les dépenses non alimentaires essentielles (éducation, santé) ; de retirer les enfants de l'école.

¹⁵Ces stratégies affectent la capacité future de produire et sont les plus difficiles à inverser. Il s'agit de recourir à la mendicité, de vendre les dernière femelles productrices, de vendre la maison, les champs, de s'engager dans des activités risquées ou illégales génératrices de revenus (vol, vente de la drogue, travail avec des groupes armés, prostitution, etc.).

Figure 3: Classification des ménages selon l'HEA



4. Dépenses et approvisionnement des ménages

Le niveau médian des dépenses mensuelles est de près de 86.300 francs CFA soit 130 euro, ce qui va au-delà du revenu mensuel moyen (estimé à 70.000 francs CFA). Deux-tiers des dépenses sont en moyenne affectées à l'alimentation, ce qui constitue un signe de forte vulnérabilité. En particulier, les ménages les plus pauvres consacrent plus de 70 % de leur budget en dépenses alimentaires.

5. Situation de la sécurité alimentaire

L'appréciation de la sécurité alimentaire a été faite selon l'approche CARI (Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security) (voir annexe 5), qui prend en compte les variables suivantes:

- 1) la consommation alimentaire des ménages avec le score de consommation alimentaire (SCA),
- 2) la partie des dépenses du ménage consacrées à l'alimentation (indiquant l'accès à long terme aux aliments) et
- 3) le recours du ménage aux stratégies d'adaptation, qui normalement est mesuré avec l'indicateur d'épuisements d'avoir, mais dans cette ENSAN à travers le CSI.

Figure 4: Distribution des classes de sécurité alimentaire des ménages au niveau national

Au Mali un quart des ménages (25.4 %), vivent en insécurité alimentaire, dont 3.1 % en insécurité alimentaire sévère. Un autre quart de la population (26.3 % des ménages) vivent en situation de sécurité alimentaire, et presque la moitié (48.3 %) est caractérisée par une sécurité alimentaire limitée, une situation de fragilité qui peut facilement s'aggraver à la suite d'un choc.

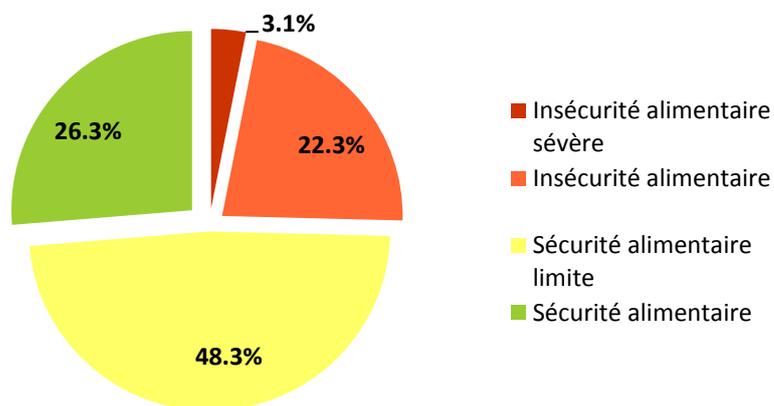


Tableau 7: Répartition de la population en insécurité alimentaire

Niveau de sécurité alimentaire des ménages	Pourcentage de la population
Insécurité alimentaire sévère	3.1 %
Insécurité alimentaire	22.3 %
Sécurité alimentaire limitée	48.3 %
Sécurité alimentaire	26.3 %
Totale	100 %

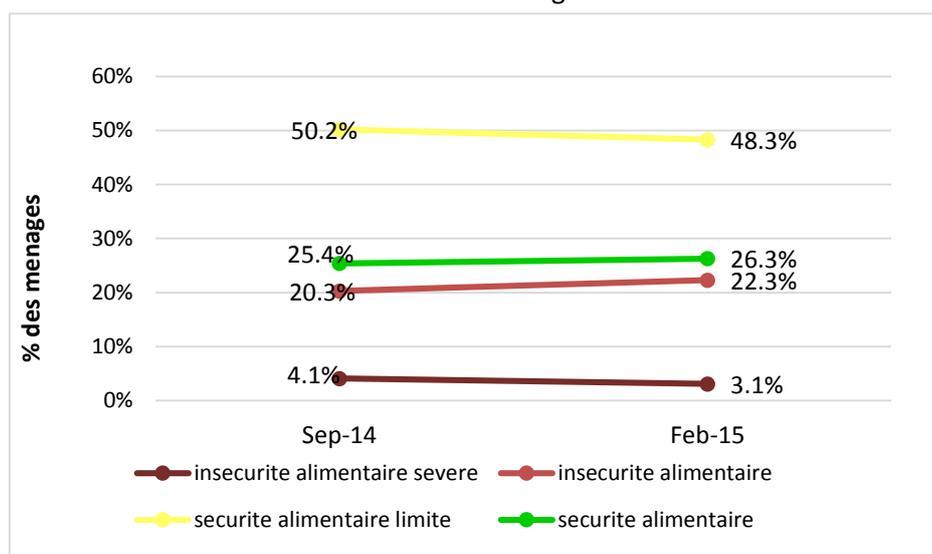
Tableau 8: Synthèse CARI (adapté)

Indicateurs du ménage	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limitée	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
SCA	Acceptable 70,5%	-	Limite 17,7%	Pauvre 11,8%
part des dépenses alimentaires (%)	<50% 33,05	50-65% 42,16	65-75% 34,02	Part >75% 42,49
Indice de stratégie de survie	1	2	3	11
Indice de sécurité alimentaire	26,3%	48,3%	22,3%	3,1%
Prévalence nationale des ménages en insécurité alimentaire			26,4%	

5.1 Evolution de la sécurité alimentaire au Mali

Au cours des six derniers mois La sécurité alimentaire est restée globalement stable. Cependant dans certains cercles du nord elle s'est sérieusement aggravée à cause de la situation pastorale préoccupante ainsi qu'à la dégradation des conditions de sécurité. Le cercle de Gourma-Rharous dans la région de Tombouctou est celui le plus affecté avec une hausse de l'insécurité alimentaire de 44.5 %. On identifie des poches d'insécurité alimentaire dans toutes les régions du pays, indiquant une vulnérabilité particulièrement importante au niveau des zones de moyen d'existence et des régions administrative.

Figure 5: Evolution de la sécurité alimentaire entre septembre 2014 et février 2015

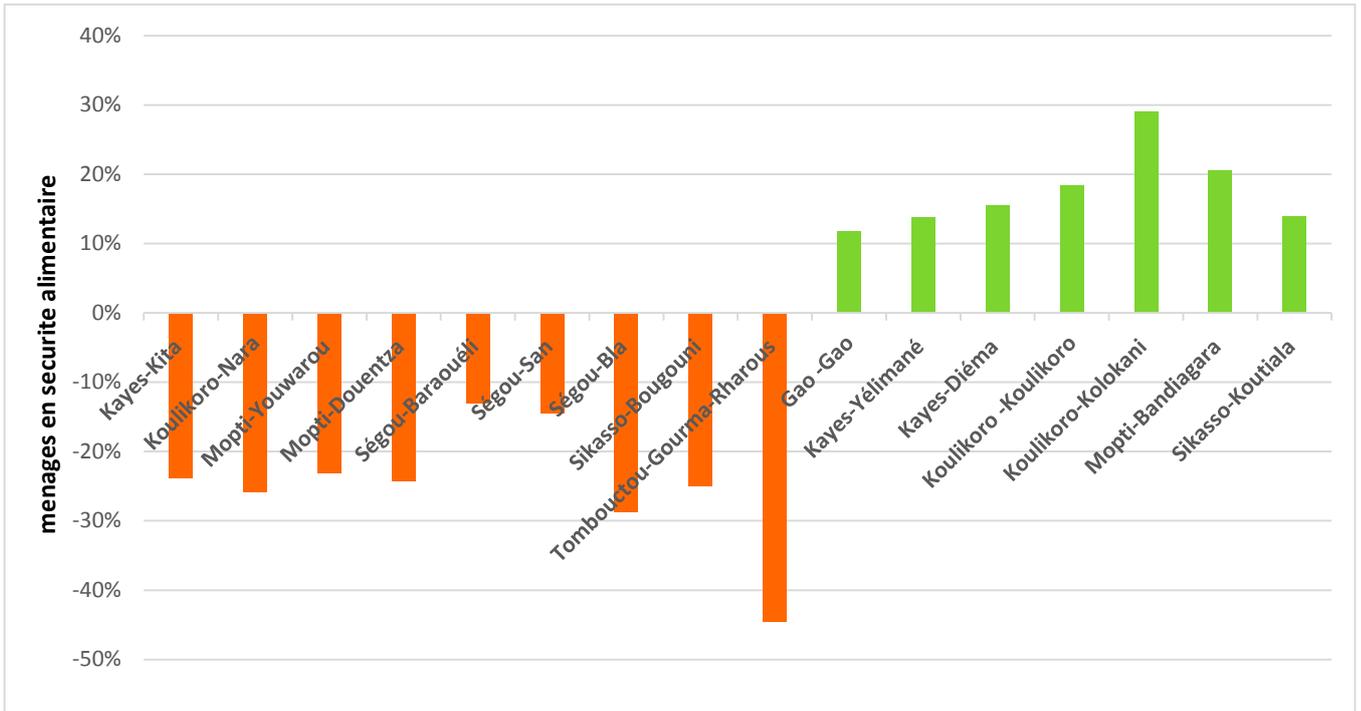


Cependant la situation a pu être apaisée grâce à l'assistance alimentaire de la part de l'Etat, du PAM et des différents acteurs, qui ont continué à assister les régions du nord Mali malgré l'insécurité de ces zones.

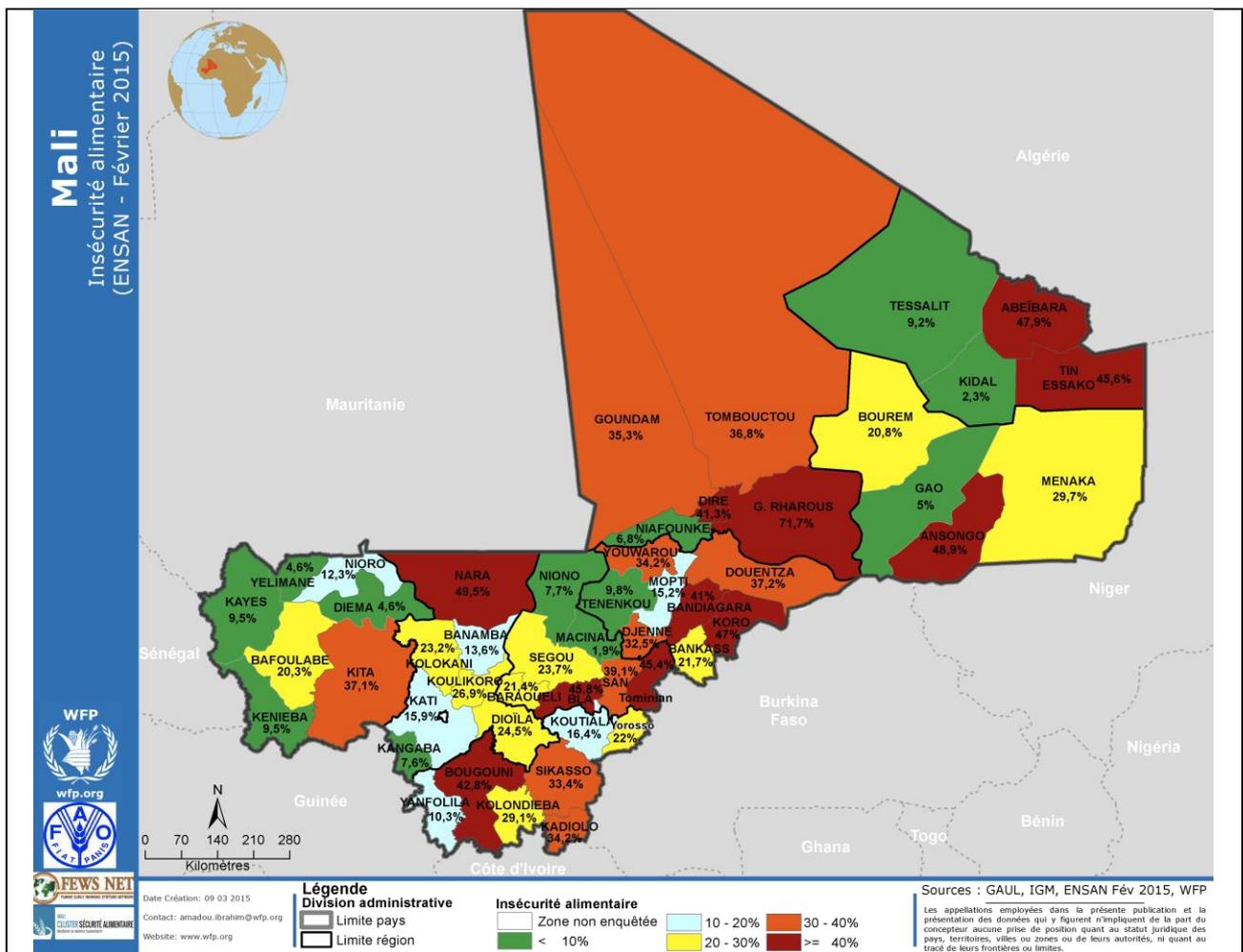
Tableau 9: Evolution de la sécurité alimentaire depuis septembre 2014 dans les cercles

Evolution de la SA	Région	Cercle	Ménages en insécurité alimentaire par rapport à septembre 2014
Détérioration de la sécurité alimentaire entre septembre 2014 et février 2015	Kayes	Kita	+23.8%
	Koulikoro	Nara	+25.9%
	Mopti	Youwarou	+23 %
	Mopti	Douentza	+24.2%
	Ségou	Baraouéli	+13 %
	Ségou	San	+14.4 %
	Ségou	Bla	+28.7%
	Sikasso	Bougouni	+24.9%
	Tombouctou	Gourma-Rharous	+44.5%
Amélioration	Gao	Gao	-11.7%
	Kayes	Yélimané	-13.8%
	Kayes	Diéma	-15.5%
	Koulikoro	Koulikoro	-18.4%
	Koulikoro	Kolokani	-29.1%
	Mopti	Bandiagara	-20.5%
	Sikasso	Koutiala	-13.9%

Figure 6: Evolution de la sécurité alimentaire dans les cercles entre septembre 2014 et février 2015



Carte 2: Prévalence des ménages en insécurité alimentaire (modérée + sévère) dans les cercles-février 2015



6. Moyens d'existence

La capacité d'un ménage à réagir face aux difficultés dépend du niveau de ses avoirs naturels, matériels, économiques, humains, sociaux et politiques, du niveau de sa production, de ses revenus, de sa consommation mais aussi des moyens dont il dispose pour diversifier ses sources de revenus et sa consommation afin d'atténuer les effets de catastrophes susceptibles de survenir à tout moment. Au Mali la diversité géographique et ethnique crée treize zones de moyens d'existence où les ménages partagent les mêmes modes de vie.

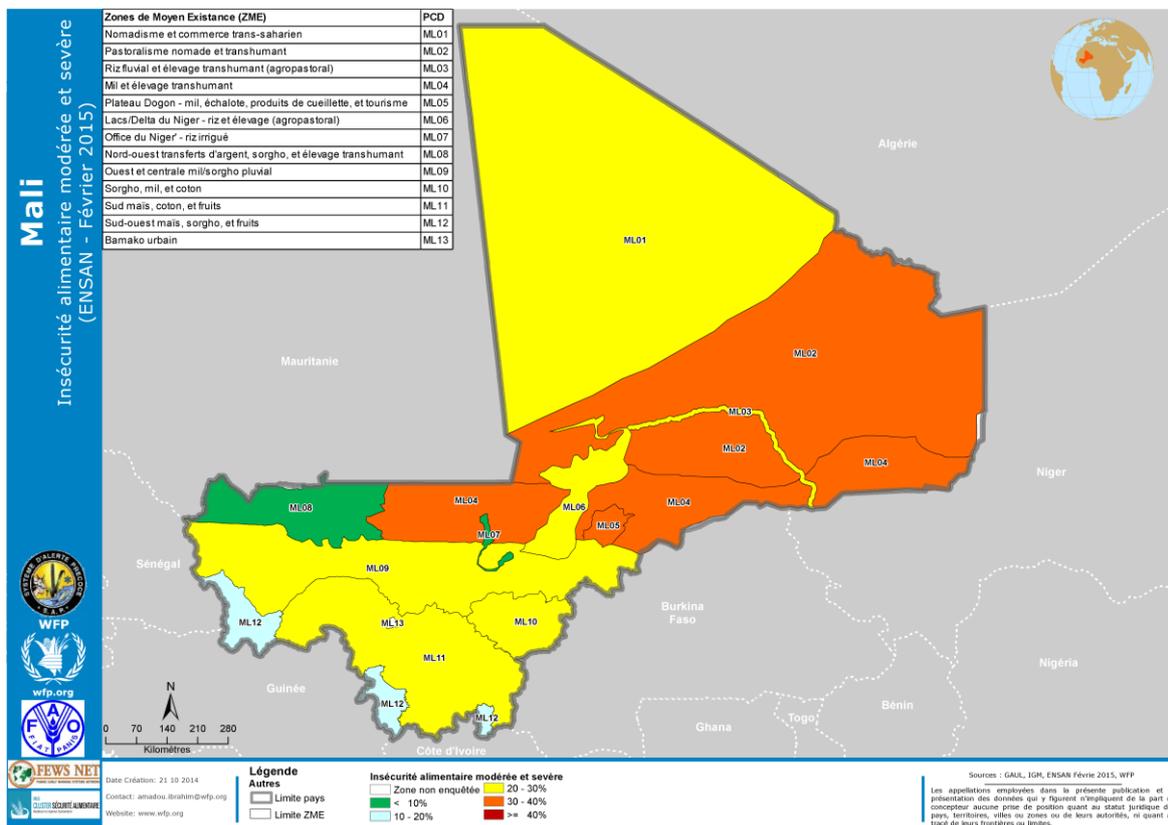
Les zones les plus frappées par l'insécurité alimentaire sévère sont celle du pastoralisme nomade et celle de transhumance avec culture de mil. Ici les populations ont une diversité alimentaire faible, une proportion importante de dépenses alimentaires par rapport aux revenus et un recours très fréquent aux stratégies d'adaptation.

Quant à l'insécurité alimentaire modérée, elle frappe sévèrement les zones du plateau Dogon, du mil et élevage transhumant ainsi que celle du sud maïs coton et fruits aux taux respectifs de 36.1 %, 28.7 % et 26.7 %.

Tableau 10: Classes de sécurité alimentaire et ZME

ZME	En sécurité alimentaire	En sécurité alimentaire limite	En insécurité alimentaire modérée	En insécurité alimentaire sévère	Total
Nomadisme et commerce trans-saharien	.5%	74.3%	21.9%	3.2%	100%
Pastoralisme nomade et transhumant	19.9%	49.0%	23.2%	7.9%	100%
Riz fluvial et élevage transhumant (agropastoral)	20.4%	50.8%	21.6%	7.3%	100%
Mil et élevage transhumant	13.0%	48.5%	28.7%	9.8%	100%
Plateau Dogon (mil, échalote, produits de cueillette, et tourisme)	15.5%	44.8%	36.1%	3.6%	100%
Delta du Niger (agropastoral)	19.9%	59.1%	15.7%	5.3%	100%
Office du Niger ¹ (riz irrigué)	40.9%	50.8%	7.6%	.7%	100%
Nord-ouest (transferts d'argent, sorgho, et élevage transhumant)	15.0%	75.1%	9.2%	.7%	100%
Ouest et centrale mil/sorgho pluvial	26.6%	50.0%	21.2%	2.2%	100%
Sorgho, mil, et coton	28.7%	45.1%	23.9%	2.4%	100%
Sud maïs, coton, et fruits	36.2%	35.8%	26.7%	1.3%	100%
Sud-ouest maïs, sorgho, et fruits	27.1%	58.3%	14.6%	.0%	100%
Total	26.3%	48.3%	22.3%	3.1%	100%

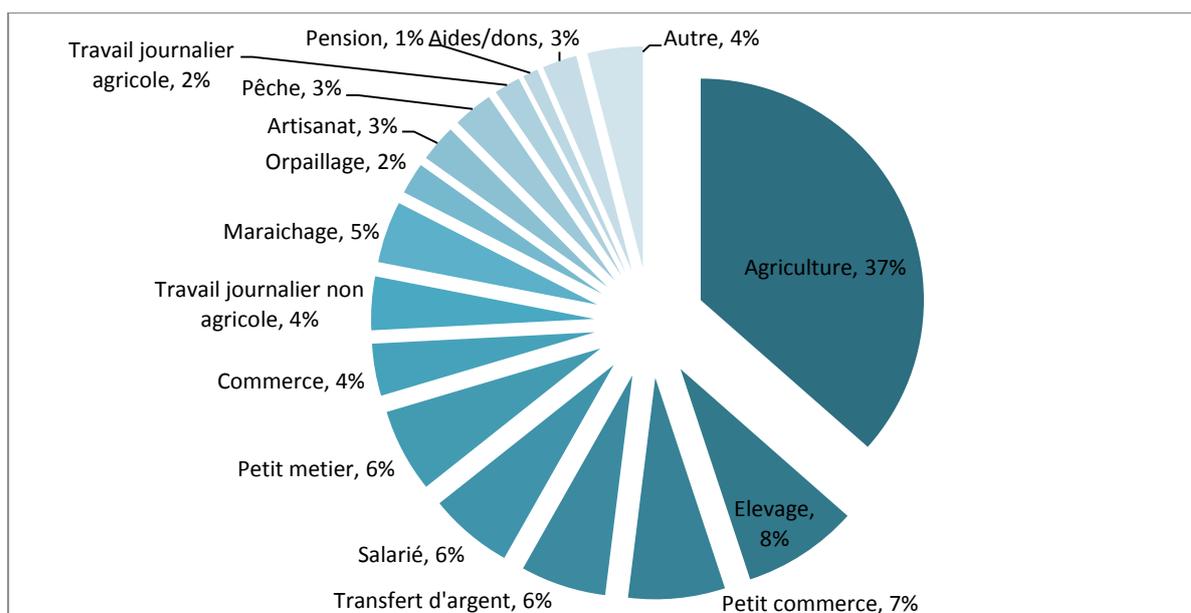
Carte 3: Prévalence d'IA sévère et modérée et ZME



Groupes de moyens d'existence

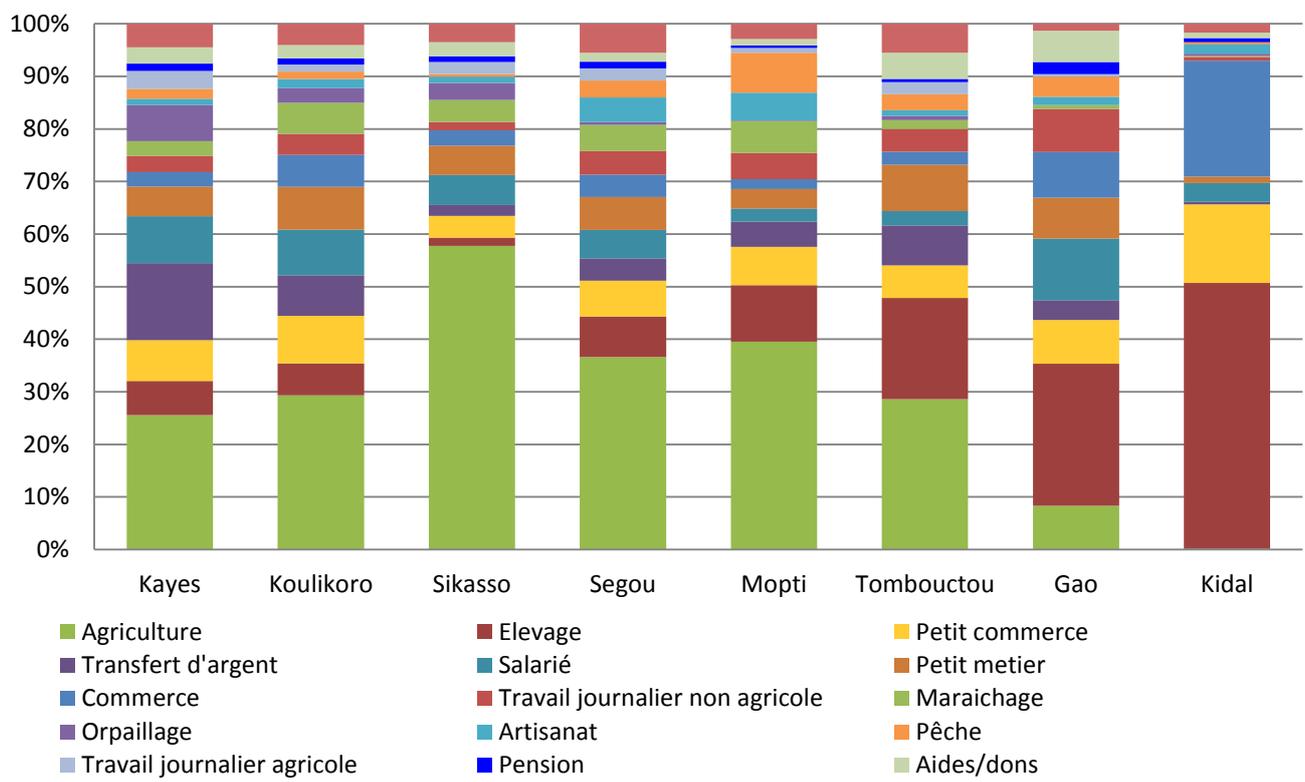
Selon la contribution de chaque activité au revenu total, les ménages sont classifiés en 16 groupes de moyens d'existence (GME)¹⁶, l'agriculture (hors maraîchage) constitue la principale source de revenu pour 36.5 % de ménages maliens qui la pratiquent. L'élevage (8.4 %), le petit commerce (7 %), les transferts d'argent de la diaspora (6.2 %), les emplois salariés et les petits métiers (6.1 % chacun) sont les autres principales activités qui caractérisent la vie des ménages maliens.

Figure 7: Principaux GME des ménages (basés sur les sources de revenus habituels)



¹⁶ La synthèse des différentes sources de revenus (habituelles) des ménages a été effectuée avec l'analyse en composantes principales (ACP) associée au recours à une analyse en classification non hiérarchiques (ACNH) en tenant compte de leur contribution par rapport aux revenus globaux ainsi que de leur diversité.

Figure 8: GME par région



6.1 Agriculture de contre saison

Au Mali un tiers des ménages pratique de l'agriculture de contre-saison: 26.4% pratiquent une activité de maraîchage, 8.9 % pratiquent les cultures de décrue¹⁷ et 9.2 % se dédient à l'agriculture irriguée des céréales.

Le déficit d'eau d'irrigation, ainsi que la faible crue constituent les principales contraintes pour l'agriculture de contre saison cette année, particulièrement à Tombouctou et Gao où plus des deux tiers des ménages sont concernés. Les faibles moyens financiers pour soutenir cette activité et le manque d'intrants agricoles sont aussi des facteurs récurrents avec lesquelles les agriculteurs doivent faire face, particulièrement à Sikasso, Mopti et Ségou.

Les ménages tirant l'essentiel de leurs revenus du travail journalier agricole et ceux qui pratiquent les cultures de contre saison aux moyens rudimentaires, vivant particulièrement dans les régions de Tombouctou et de Gao **seront très exposés aux risques d'insécurité alimentaires**. Dans la région de Tombouctou, la faible montée de crue n'a pas permis d'inonder comme d'habitude, les mares et lacs, ce qui devrait entraîner une réduction des superficies à emblaver et des besoins en main d'œuvre. Dans ces zones, les revenus des ménages, très pauvres et pauvres, tirés essentiellement du travail journalier agricole, sont tributaires du niveau d'inondation des mares et des lacs.

6.2 Elevage

Possession de bétail

La majorité des ménages maliens (81,6%) est propriétaire de bétail : même en milieu urbain la moitié des ménages possèdent du bétail. Les ménages éleveurs possèdent en moyenne cinq bovins et neuf petits ruminants. Cependant, la moitié des ménages éleveurs ne possèdent qu'au plus un bovin et/ou un petit ruminant, montrant l'iniquité entre grands et petits éleveurs. Il faut noter que les camelins sont exclusivement élevés au nord du pays et la volaille nettement plus au sud.

¹⁷ L'agriculture de crue et de décrue est une technique de maîtrise de l'eau d'irrigation, où les agriculteurs tirent profit de la descente où de la montée du plan d'eau dans les plaines d'inondations.

La possession de bétail diffère beaucoup en typologie d'animaux et nombre de têtes possédées. Pour pouvoir effectuer des croisements avec la variable insécurité alimentaire, la mesure «d'Unité de Bétail Tropical» (UBT) a été utilisée. Il permet d'exprimer la possession de bétail à travers l'addition des différents types d'animaux appartenant au ménage. Les équivalences en UBT utilisées pour les bovins, les ovins, les caprins, les équidés, les volailles, les chameaux et les porcs - dans le cadre de cette ENSAN - sont celles adoptées par le SAP Mali : une UBT est équivalente à un animal ayant un poids vif de 250 kg.

Les ménages possédant le nombre d'UBT le plus faible sont ceux qui sont les plus touchés par l'insécurité alimentaire sévère et modérée: ils en possèdent respectivement que 3.36 et 4.4, contre la moyenne nationale de 5.5 UBT.

Tableau 11: Insécurité alimentaire et nombre d'UBT

Classes de sécurité alimentaire	Nombre d'UBT
Sécurité alimentaire	6,30
Sécurité alimentaire limite	5,68
Insécurité alimentaire modérée	4,44
Insécurité alimentaire sévère	3,36
Moyenne nationale	5,50

Etat des pâturages et des abreuvements

La moitié des ménages jugent l'état du pâturage négativement, surtout dans les régions de Gao (88%) et Tombouctou (92%), dans tous les cercles de Gourma-Rharous, Niafunké, Ansongo et Diré, dans ceux d'Abeïbara, Goudam et Niafunké (92 %), Tombouctou (81 %), Youwarou (90 %), Ménaka et Gao (87 %), Bourem et Yélimané (91 %), Kolokani (93 %), des zones avec une grande tradition pastorale.

De même, les conditions d'abreuvement sont jugées mauvaises à très mauvaises dans les ZME du plateau Dogon (72 %), du nomadisme (83 %) et du pastoralisme et nomade (43 %).

La production des graminées de cueillette¹⁸ semble aussi avoir été mauvaise : plus de neuf communautés sur dix dans les trois régions du nord et les cercles du nord de Mopti en sont affectées.

En conséquence la production laitière a subi des baisses selon la presque totalité des communautés de Tombouctou, Gao, de la bande sahéenne (Nioro, Yélimané, Nara et Niono), du nord de Mopti (Youwarou et Douentza) ainsi que du cercle d'Abeïbara (région de Kidal).

Gestion des ressources pastorales et perspectives

Les ressources agropastorales actuellement sont insuffisantes selon les communautés qu'il s'agisse des pâturages (64 %), des bourgoutières (84 %) ou des points d'abreuvements (42 %).

La moitié des communautés craignent une pression inhabituelle sur les ressources agropastorales de leur communauté à cause de la faible production de biomasse sur les parcours pastoraux au sortir de la saison 2014-2015. Six communautés sur dix estiment que la soudure pastorale en 2015 sera, en termes de sévérité, plus difficile. Les ZME les plus affectées seront la nomade et celle du commerce transsaharien (100 % des réponses), celle du riz fluvial et élevage transhumant (91 %), et la zone du pastoralisme nomade et transhumant (79 %). Une communauté sur deux prévoit une soudure plus précoce, principalement à Gao et Tombouctou, à cause du manque de pâturages et du manque d'eau.

Si les prévisions se réalisent, les communautés achèteront de l'aliment pour le bétail (38 %), effectueront une transhumance inhabituelle (27 %) ainsi que du déstockage de bétail (18 %).

Transhumance du bétail

¹⁸ Les graminées de cueillette sont des légumineuses ou des céréales qui constituent un excellent fourrage pour le bétail.

Pour quatre communautés sur dix la transhumance a été anormalement précoce surtout dans les régions de Tombouctou et Gao où elle aurait été amorcée depuis le mois de janvier. Le reste des communautés (15 %) la juge anormalement tardive.

Embonpoint du bétail

C'est dans les ZME à caractère nomade et pastoral que l'état d'embonpoint, reflétant en grande partie l'impact des conditions d'élevage sur les animaux, a diminué, particulièrement à Ménaka (67.4%), Niafunké (64.7%), Bourem (62.7 %), Tombouctou (60.8 %) et Diré (53.4 %). Ceci s'explique d'une part, par la difficile soudure pastorale en 2014 qui a affaibli la résilience des ménages pastoraux et, d'autre part, par les conditions de pâturage peu favorables suite aux déficits pluviométriques. A cela s'ajoutent les restrictions de la transhumance vers des bons pâturages à cause de l'insécurité de ces zones.

Contraintes rencontrées par les ménages dans la pratique de l'élevage

Au niveau national, la contrainte principale est le manque de débouchés pour commercialiser les produits de l'élevage (70.6 %). Le manque de moyens financiers (39 %), les problèmes d'intrants vétérinaires (37.2 %), les vols (28.2 %) et les problèmes d'abreuvement et d'alimentation des animaux (24 %) sont aussi les contraintes les plus rencontrées par les ménages.

Les contraintes à l'élevage varient selon les régions : le manque d'intrants vétérinaires constitue la première contrainte à Kidal tandis que dans les autres régions le manque de débouchés pour commercialiser les produits de l'élevage est la contrainte principale, ce qui est probablement due à l'insécurité qui perturbe les marchés et limite leur accès. Le manque d'intrants vétérinaires est plus fréquent dans les cercles de Tessalit (72.6 %), Kidal (72.1 %), Bandiagara (71 %) et de Kita (68.6 %).

Le vol et l'insécurité concernent surtout les cercles de Gourma-Rharous (95.3 %), de Niafunké (73.4 %) et d'Ansongo (71.2 %).

Evolution du cheptel

Au Mali, deux ménages sur trois ont vu diminuer l'effectif de leur cheptel au cours des six derniers mois, particulièrement à Kidal (89.7 %), Mopti (65.8 %), Ségou (63.1 %) et Tombouctou (55.6 %)¹⁹ à cause de la mortalité et la vente excessive des animaux, particulièrement dans les cercles Ménaka (12.4 % taux de mortalité), Gourma-Rharous (17.3 % taux de mortalité) et Niafunké (24.5 % taux de mortalité). Seuls les cercles de Diré (+11.9 %) et de Ségou (+28.2 %) sont concernés par des hausses d'effectif du bétail.

Le nombre moyen d'UBT est donc passé de 8.8 en septembre 2014 à 5.5 en février 2015. Les baisses d'effectifs les plus importantes ont eu lieu dans les cercles de Djenné (-28.1 %), Tin-Essako (-17 %), Ménaka (-11.9 %), Douentza (-11.3 %), Youwarou (-10.2 %) et Niafunké (-7.6 %).

6.3 Pêche

Pour plus de deux tiers des communautés (71 %) la campagne piscicole a été difficile, principalement dans la bande du fleuve et du Delta et particulièrement dans les cercles de Bourem, Ansongo, Niafunké, Goundam, Gourma-Rharous, Tenenkou, Niono, Baraoueli.

Les raisons principales sont la faible crue (38 %), le faible niveau de reproduction des espèces (26%), le manque de matériel de pêche (10 %) et le manque d'encadrement du personnel (5 %). Spécifiquement à Gao, l'insécurité constitue le problème principal (9 % des réponses de la communauté). Cependant les ménages ont mis en œuvre des stratégies pour faire face à la diminution de la pêche: ils ont fait recours à d'autres activités économiques (40 %), ils ont migré vers d'autres pêcheries (23 %) et ils se sont dédiés au développement de la pisciculture (15 %).

¹⁹ Particulièrement dans les cercles de Niafunké (74.8%), Bla (75.2%), Bougouni (77.7%), Gourma-Rharous (79.1%), Ménaka (80.3%), Bafoulabé (81.1%), Bankass (84.1%), Bandiagara (85.7%), Tessalit (87.8%), Abeibara (90.0%), San (90.1%) et Kidal (97.1%).

7. Bien être, source de revenus et accès au crédit

7.1 Indice de bien-être économique des ménages

Les conditions de vie des ménages ont été évaluées à travers l'indice de bien-être économique²⁰ qui prend en compte les biens possédés et le cadre de vie des ménages. Pour rappel les nomades ont moins de biens par rapport aux sédentaires, en dépit du niveau de richesse. Les ménages ont été ensuite répartis en quintiles d'indice de bien-être économique : très faible, faible, moyen, élevé, très élevé.

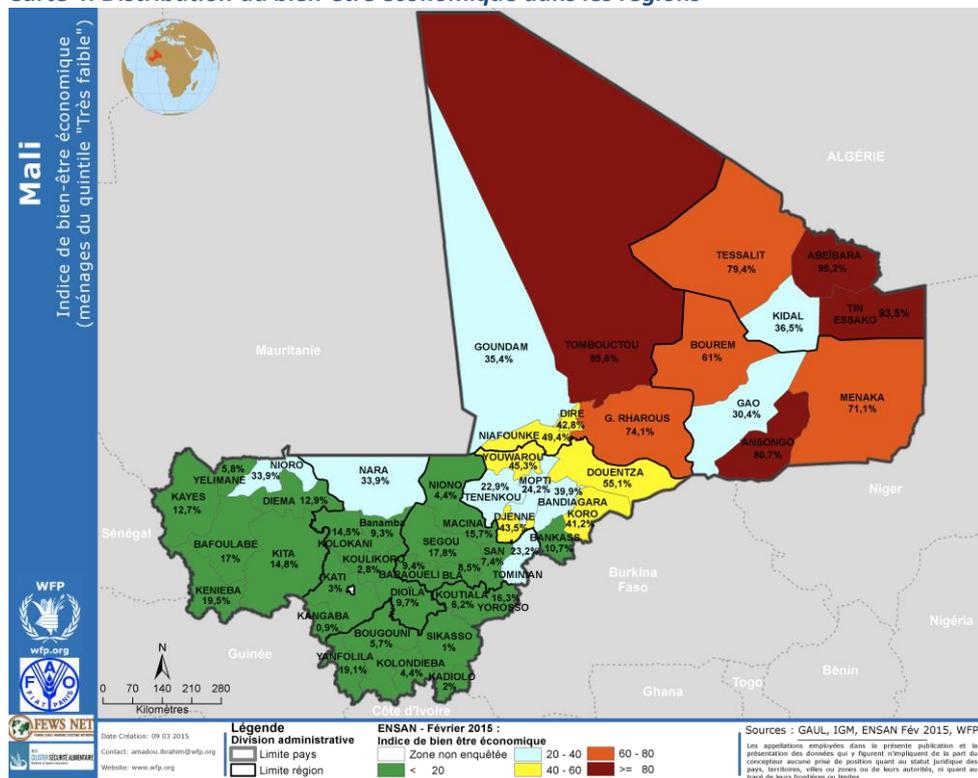
Les ménages avec un indice très bas vivent surtout dans les régions du nord du pays : le faible niveau de développement et la situation sécuritaire fragile en sont les causes principales. Dans les régions de Kayes, Mopti, Gao et Tombouctou on remarque un plus grand nombre de ménages à très faible bien être par rapport à septembre 2014, indiquant ainsi une détérioration de la capacité de survie des ménages les plus pauvres.

Tableau 12: Indice de bien-être économique par région et son évolution

Région	Indice de bien-être économique des ménages									
	Très faible		Faible		Moyen		Elevé		Très élevé	
	Sept-14	Fev-15	Sept-14	Fev-15	Sept-14	Fev-15	Sept-14	Fev-15	Sept-14	Fev-15
Kayes	6%	16%	21%	19%	23%	21%	26%	21%	24%	23%
Koulikoro	7%	9%	14%	16%	19%	20%	28%	24%	32%	31%
Sikasso	3%	6%	11%	16%	19%	22%	26%	29%	41%	27%
Ségou	7%	13%	18%	24%	26%	25%	27%	19%	22%	19%
Mopti	22%	35%	31%	25%	24%	18%	17%	14%	6%	7%
Tombouctou	50%	56%	35%	22%	10%	12%	4%	9%	1%	1%
Gao	40%	54%	31%	12%	17%	11%	8%	10%	4%	13%
Kidal	76%	63%	19%	29%	5%	6%	0%	1%	0%	1%
Moyenne	13%	20%	20%	20%	22%	20%	23%	20%	23%	20%

²⁰Les conditions de vie des ménages ont été synthétisées, via une analyse factorielle en composante principale à travers l'élaboration d'un indice de bien-être économique prenant en compte les biens possédés et le cadre de vie des ménages (logement, énergie, eau et assainissement). Les ménages ont été ensuite répartis en quintiles d'indice de bien-être économique : Très faible, Faible, Moyen, Élevé, Très élevé.

Carte 4: Distribution du bien-être économique dans les régions



On note une relation étroite entre l'indice de bien-être économique et le niveau de sécurité alimentaire : les ménages les plus pauvres sont aussi les plus exposés à l'insécurité alimentaire : 41.5 % des ménages les plus pauvres sont en insécurité alimentaire sévère et modérée. En revanche, on peut également noter que 12 % des ménages les plus riches sont en insécurité alimentaire sévère et modérée: cela souligne une tendance nette à l'amélioration de la sécurité alimentaire avec la richesse, mais également que l'insécurité alimentaire touche aussi les ménages considérés aisés.

Tableau 13: Bien-être économique des ménages et sécurité alimentaire et évolution depuis septembre 2014

Quintiles d'indice de bien-être économique des ménages	Classes de sécurité alimentaire							
	Sécurité alimentaire		Sécurité alimentaire limite		Insécurité alimentaire modérée		Insécurité alimentaire sévère	
	Sept-14	Fev-15	Sept-14	Fev-15	Sept-14	Fev-15	Sept-14	Fev-15
Très pauvres	9%	9%	48%	49%	34%	33%	10%	9%
Pauvres	16%	17%	52%	54%	24%	26%	7%	3%
Moyens	20%	24%	55%	50%	22%	23%	3%	2%
Riches	28%	33%	52%	48%	17%	17%	2%	1%
Très riches	47%	48%	42%	40%	10%	11%	1%	1%
Moyenne	26%	26%	50%	48%	20%	22%	4%	3%

7.2 Sources de revenu

La diversification des revenus est faible au Mali, avec en moyenne deux sources par ménage. Deux ménages sur cinq vivent d'une seule source de revenu (41.1 %) et deux autres ménages sur cinq (42.5 %) de deux sources de revenus. Seulement 12.4 % des ménages bénéficient de trois sources de revenu.

La production et la vente de produits agricoles, l'élevage et le maraichage continuent à constituer les trois principales sources de revenus pour les ménages maliens, mettant en exergue la vulnérabilité de cette population aux aléas climatiques. Le transfert d'argent, la quatrième source de revenu des ménages, a légèrement augmenté

(+0.6 %) par rapport à d’habitude, montrant les besoins accrus des ménages ainsi que l’important rôle de la diaspora.

Les ménages enquêtés considèrent que le manque d’opportunité d’emploi (31.8 %), de moyens financiers (28.7 %) et la perte de moyens de production (23.4 %) constituent les trois principales contraintes au développement des activités génératrices de revenu (AGR). Par contre, l’insécurité est la contrainte la plus importante dans le nord (Kidal – 73 % ; Tombouctou – 28 % et Gao -14%), à cause de la baisse du tourisme, du commerce et de perturbation des marchés.

Les revenus par rapport à l’année précédente ont baissé pour 39 % des ménages, et cela concerne plus de 60% des ménages dans les cercles de Bourem, Ménaka, Diré, Niafunké, Ansongo et Gourma-Rharous. Cela est imputable à la situation d’insécurité qui continue depuis 2012 à impacter négativement les activités économiques dans les régions du nord.

7.3 Accès au crédit

Une importante portion des ménages (45.8 %) a eu à contracter une dette au cours des six derniers mois principalement dans les régions de Gao (69.1 %), Tombouctou (59.1 %) et Kidal (54.4 %). Les demandes d’emprunt se font surtout envers les amis (30.4 %), les familles (21,9 %) et les boutiques (22.4 %), montrant le fort caractère informel du crédit et probablement la difficulté d’accès au crédit formel.

Deux tiers (67.5 %) des ménages concernés se sont endettés principalement pour acheter de la nourriture, un signe de forte vulnérabilité à l’insécurité alimentaire. D’autres raisons sont le besoin d’acheter des produits non alimentaires (23.7 %) et de couvrir les dépenses d’éducation et/ou de santé (20.5 %).

Deux ménages sur dix ont recours au crédit toute l’année, tandis que la soudure agricole (entre juillet et septembre) et celle pastorale (avril-juin) constituent les périodes où les demandes de crédit sont les plus importantes, avec respectivement 39.6 % et 15.9 % des ménages y ayant recours. Les ménages en insécurité alimentaire ont davantage tendance à contracter une dette par rapport aux ménages en sécurité alimentaire.

Tableau 14: Dettes et sécurité alimentaire

Dette (en espèce ou en nature) au cours des 6 derniers mois	Classes de sécurité alimentaire				Total
	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limite	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère	
Pas de dettes	29%	48%	21%	2%	100%
Dette contractée	21%	50%	24%	5%	100%

Les ménages attendent les revenus issus du travail (37.4%), de la vente d’une partie de la récolte (34.4%) ou de la vente d’animaux (13.5%) – ce dernier cas principalement dans les zones nomades/pastorale et le plateau Dogon - pour rembourser leur emprunt. Ceci constitue à la fois une cause de stress continu sur les moyens d’existence ainsi qu’un affaiblissement de la résilience des ménages.

8. Caractéristiques sociodémographiques des ménages enquêtés

8.1 Sexe des chefs de ménage

Les ménages sont dirigés le plus souvent par des hommes (94.3 %), qui ont en moyenne 53 ans. La proportion de ménages dirigés par des femmes apparaît nettement plus élevée dans les cercles du nord en proie à des problèmes d’insécurité qui probablement ont causé le départ ou le décès des hommes (cas de Goundam - 21.3% ; Bourem -

20.1 % ; Tessalit - 18.5 % ; Tombouctou - 16.7 % ; Youwarou - 15.4% et Tin-Essako - 15.1%). Plus de la moitié (60 %) des femmes chefs de ménage sont veuves. La taille moyenne du ménage est de 12 personnes.

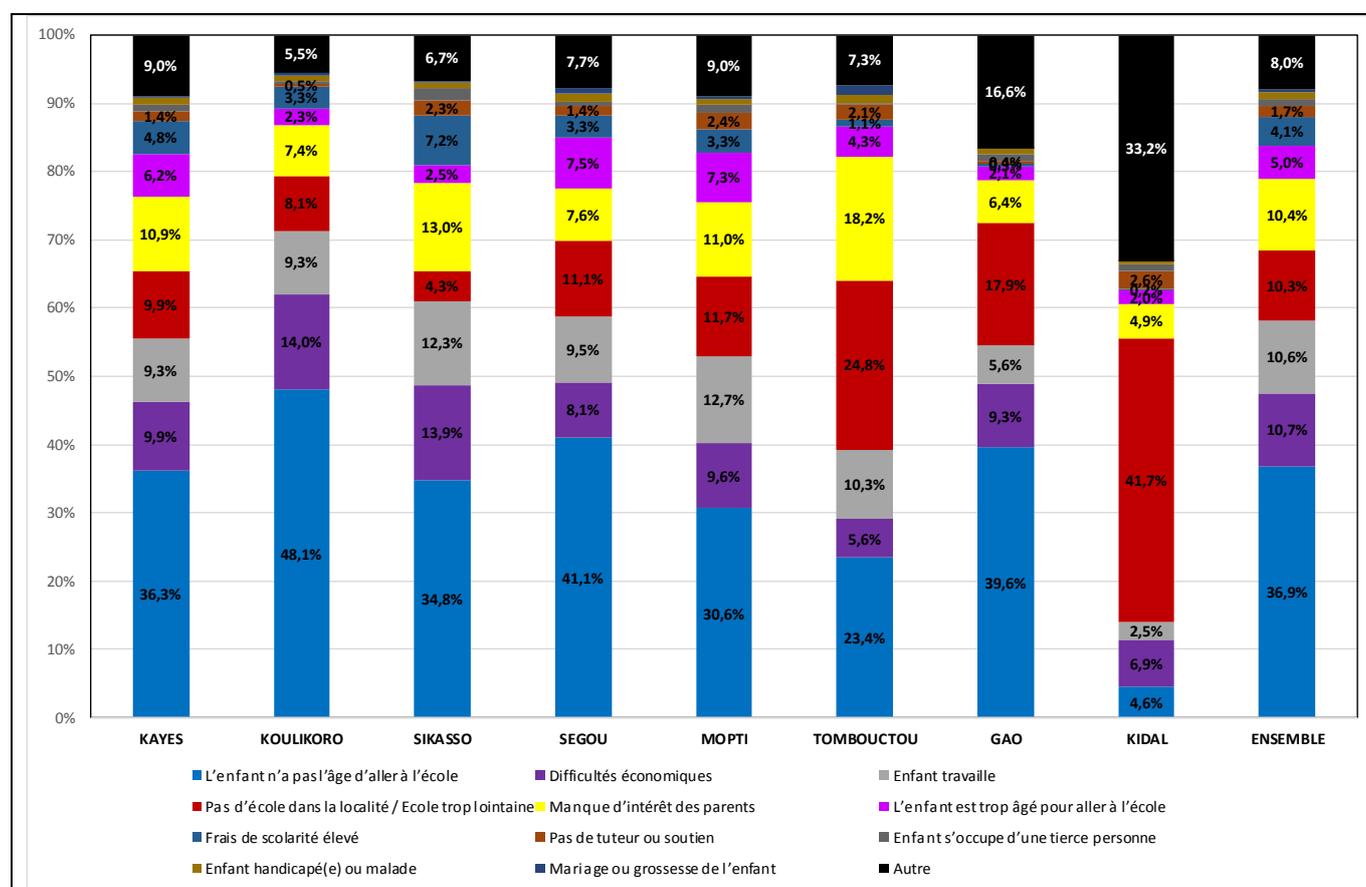
Les ménages dirigés par les femmes sont plus exposés à l'insécurité alimentaire : un tiers est en insécurité alimentaire, contre un quart des ménages dirigés par un homme. Par ailleurs, un tiers des ménages dirigés par une personne veuve est en insécurité alimentaire.

8.2 Scolarisation des enfants

Presque 60 % des enfants de 7 à 14 ans fréquentaient l'école (au primaire et/ou secondaire) au moment de l'enquête.

Les raisons de la non scolarisation des enfants de 3 à 14 ans sont principalement les difficultés économiques, le travail des enfants, le manque d'école dans le village et le manque d'intérêt des parents (avec un pic de 18.2 % dans la région de Tombouctou). A noter qu'à Kidal la principale raison est l'absence d'écoles (41.6 %).

Figure 9: Raisons de la non scolarisation des enfants (de 3-14 ans) par région



8.3 Eau, hygiène et assainissement

Accès à l'eau

Plus de sept ménages sur dix utilisent principalement une source d'eau améliorée pour leur approvisionnement en eau de boisson.

Le volume d'eau potable recueilli par les ménages et provenant des sources d'eau améliorées est plutôt faible : 14 litres par jour par personne en moyenne, tandis que les standards humanitaires fixent la limite à 15 litres²¹.

²¹ Pour de plus amples informations consultez le Projet Sphère : <http://www.sphereproject.org>

Seulement près d'un quart des ménages bénéficient d'un point d'eau dans leur maison, plus de la moitié (55.4 %) doit se déplacer à moins de 30 minutes²² pour avoir accès à un point d'eau. Un ménage sur dix met entre 30 et 60 minutes pour aller chercher l'eau.

Seulement un ménage sur trois traite l'eau de boisson avec l'eau de javel ou le chlore ou filtre l'eau avec une lingette ou tissu. Ces bonnes pratiques sont deux à trois fois plus fréquentes par rapport à septembre 2014, probablement grâce aux campagnes de prévention de la maladie à virus Ebola.

Hygiène et Assainissement

Les conditions d'hygiène ne sont pas optimales : l'emploi des latrines améliorées est très faible (seulement 4,7 % ménages), le lavage des mains est réalisé seulement par six ménages sur dix et les systèmes d'assainissement et les égouts sont inexistantes, ce qui amène les ménages à déverser les eaux usées dans la rue, ou dans la « nature » ou dans leur propre cours. Seulement la moitié des ménages jettent les ordures dans une compostière ou dans un tas d'immondices, les autres dans la rue ou dans la « nature ».

8.4 Nutrition des enfants de 6 à 59 mois

L'état nutritionnel des enfants de 6 à 59 mois a été évalué en prenant la mesure du périmètre brachial à mi-hauteur du bras gauche. Un PB inférieur à 12,5 cm indique une sous nutrition modérée, tandis qu'un tour de bras inférieur à 11,5 cm correspond à une sous nutrition sévère.

Au Mali la situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois s'est dégradée par rapport à la dernière enquête SMART de juin-août 2014 : la prévalence de la MAG au niveau national est passée de 4 % à 7.3 %, un résultat à surveiller surtout en présence de facteurs aggravants tels que la préoccupante sécurité alimentaire dans le cercle de Gourma-Rharous, le manque de sécurité dans les régions de Tombouctou, Kidal et Gao, la pauvreté générale et les faibles conditions d'assainissement et d'hygiène. Par rapport à la dernière enquête de septembre la situation nutritionnelle s'est généralement améliorée, sauf dans les régions de Gao, Kayes où le nombre d'enfants atteints de MAG a augmenté (respectivement de 0,8 % et 1 %).

La région de Mopti est celle où le taux de MAG est le plus élevé et depuis juillet 2014 la situation nutritionnelle s'est dégradée passant de 4.1 % à 8 % d'enfants atteints de MAG (source : SMART 2014).

A Kidal la fréquence des repas pris par les enfants est en baisse (source : SMART 2014) et la participation des enfants aux programmes de nutrition presque nulle. Ces éléments suggèrent l'importance d'un suivi rapproché de la nutrition.

Il existe un lien entre sécurité alimentaire et nutrition des enfants, car les ménages en insécurité alimentaire ont plus de probabilités d'avoir des enfants malnutris dans leurs ménages, surtout en ce qui concerne la malnutrition aiguë modérée.

Tableau 15: Nutrition et sécurité alimentaire des ménages

Classes de sécurité alimentaire	Présence d'un enfant atteint de MAG
Sécurité alimentaire	6%
Sécurité alimentaire limite	6%
Insécurité alimentaire modérée	7%
Insécurité alimentaire sévère	13%

²² Temps calculé pour l'allée/retour et l'attente sur place.

Tableau 16: Prévalence régionale de la MAG, MAM et MAS

Région	Effectifs	PB moyen (mm)	Présence des œdèmes	Malnutrition aiguë globale (MAG) [MAS + MAM] % PB < 12.5	Malnutrition aiguë modérée (MAM) % PB >=11.5<12.5	Malnutrition aiguë sévère (MAS) % PB < 11.5
Kayes	2738	143,89	0,7%	3,9	2,9	1
Koulikoro	2670	143,21	1,8%	5,2	2,5	2,8
Sikasso	2975	146,87	0,6%	3,8	2,1	1,8
Ségou	2525	144,28	0,6%	4,4	1,7	2,7
Mopti	2565	142,67	2,4%	5,4	3	2,5
Tombouctou	803	146,30	1,4%	5,5	3,9	1,6
Gao	590	139,00	0,6%	5,4	4	1,5
Kidal	614	132,08	n/a	n/a	n/a	n/a
Ensemble	15.480	145,24	1,3%	5,0	2,9	2,1

Si le nombre de repas pris la veille est légèrement supérieur au minimum de trois par jour, la situation semble préoccupante à Kidal, où les enfants ont pris en moyenne moins de deux repas (1,6) pendant la journée. Les pratiques d'allaitement ne sont pas toujours adaptées. A titre d'exemple, à Tombouctou, seulement trois enfants sur dix sont allaités jusqu'à cinq mois.

L'état de santé des enfants pourrait être un facteur aggravant de la situation nutritionnelle : deux enfants sur dix ont été malades au cours des deux semaines avant l'enquête.

L'état et ses partenaires organisent des séances communautaires de sensibilisation aux bonnes pratiques pour la survie de l'enfant (sur l'hygiène, l'allaitement maternel, l'alimentation variée, la prévention de la nutrition et la bonne utilisation des aliments) dans toutes les régions. Plus d'un tiers des ménages y a participé au cours des trois mois ayant précédé l'enquête. Cependant une baisse participation des ménages de Kidal est constatée et probablement due à la vie nomadique des populations de cette région.

Tableau 17: Autres facteurs liés à la nutrition

Région	Enfant actuellement allaité	Nombre de repas pris la veille par les enfants	Dans un programme de nutrition	% d'enfants malades
Kayes	45,1%	3,7	6,1%	24,5%
Koulikoro	39,6%	3,5	6,3%	23,4%
Sikasso	46,3%	3,6	4,7%	20,1%
Ségou	37,6%	3,9	4,4%	26,5%
Mopti	41,2%	3,9	2,3%	20,7%
Tombouctou	33,0%	3,5	4,8%	27,9%
Gao	50,1%	2,6	2,3%	29,4%
Kidal	66,6%	1,6	0,3%	33,2%
Ensemble	35 %	3,6	3,9%	20,1%

9. Caractéristiques et causes de l'insécurité alimentaire

Le Mali est caractérisé par une insécurité alimentaire chronique, qui s'exacerbe en période de soudure. Le manque de diversification des revenus, les aléas climatiques auxquels les agriculteurs et les éleveurs doivent faire face, et au même temps les importantes besoins alimentaires à satisfaire (voir l'importante taille du ménage) sont les

causes sous-jacentes de la faible diversification du régime alimentaire et de l'insécurité alimentaire auxquelles s'ajoutent l'insécurité et l'instabilité politique, surtout depuis 2012 au nord du pays. Il se crée ainsi un cercle vicieux de pauvreté, manque d'éducation scolaire, insécurité alimentaire et de malnutrition.

Ménages en insécurité alimentaire sévère

Les ménages vivant en insécurité alimentaire sont souvent dirigés par un chef de ménage femme (parfois veuve) et ayant un faible niveau d'éducation scolaire : 30 % des ménages ayant un chef sans aucun niveau d'éducation sont en insécurité alimentaire. Ils sont caractérisés par une consommation alimentaire très pauvre, limitée aux céréales auxquels, moins de quatre jours par semaine, ils ajoutent de l'huile, des légumes et du sucre. Ils font recours souvent aux stratégies d'adaptation alimentaires (CSI= 11) et les dépenses pour la nourriture correspondent au 42 % du totale.

Les ménages les plus touchés par l'insécurité alimentaire n'ont pas de revenus réguliers. Souvent leurs membres vivent de travail journalier agricole ou non (respectivement 35 % et 39 % des cas), des aides/dons (37 %), du maraîchage (35 %) qui est une activité possible seulement pendant quelque mois de l'année, de l'artisanat (29 %) et de la pêche (29 %).

Ils possèdent en moyenne 3 UBT par ménage. Seulement 2 % d'entre eux n'avait pas contracté une dette au cours des 6 mois précédents l'enquête.

Ils ont aussi la plus haute probabilité d'avoir un enfant atteint de MAG : 13 % des ménages de ce groupe avait un enfant atteint de MAG au moment de l'enquête.

Ménages en insécurité alimentaire modérée

Les ménages de ce groupe ont une alimentation légèrement meilleure : ils consomment plus souvent les légumes, le sucre et l'huile et une fois par semaine la viande/poisson et les légumineuses. Ils font rarement recours aux stratégies d'adaptation alimentaires (CSI= 3). Ils consacrent 34 % des dépenses à l'alimentation. Ils possèdent en moyenne 4 UBT. 21 % d'entre eux n'avait pas contracté une dette au cours des six mois précédents l'enquête.

Sept % des ménages de ce groupe avaient un enfant atteint de MAG au moment de l'enquête.

Ménages en sécurité alimentaire limite

La consommation alimentaire de ces ménages est nettement meilleure des groupes précédents : ils arrivent à manger les protéines animales presque cinq jours sur sept et les protéines laitières presque trois jours sur sept. Ils font rarement recours aux stratégies d'adaptation (CSI= 2). Les dépenses dévouées à l'alimentation correspondent à 42 % du total. Ils possèdent 5 UBT en moyenne. 48 % d'entre eux n'avait pas contracté une dette au cours des 6 mois précédents l'enquête. Seulement 6 % des ménages de ce groupe a un enfant atteint de MAG.

Ménages en sécurité alimentaire

La consommation alimentaire de ce groupe est la plus variée et équilibrée, autre que l'alimentation de base ils consomment les légumes et les protéines animales presque six jours sur sept. Ils ne font presque jamais recours aux stratégies d'adaptation (CSI= 1). Les dépenses pour l'alimentation correspondent au 33 % des dépenses totales. Ils possèdent en moyenne le plus grand nombre d'UBT : 6.

29% d'entre eux n'avait pas contracté une dette au cours des 6 mois précédents l'enquête.

Seulement 6 % des ménages de ce groupe ont un enfant atteint de MAG.

Chocs

Au cours des six derniers mois plus d'un ménage sur trois a dû faire face à un choc, dont les effets persistent pendant plusieurs mois. Les ménages rentrent ainsi dans un cercle vicieux et saisonnier de pauvreté, insécurité alimentaire, maladies et malnutrition. Les principaux chocs subis par les ménages sont liés à la sphère familiale et aux aléas climatiques. Ils ont diminué l'accès à la nourriture et aux produits non alimentaires essentiels pour couvrir les besoins alimentaires. Les ménages qui ont majoritairement ressenti les chocs sont ceux des régions de Tombouctou, Gao et Mopti.

Tableau 18: Chocs subis par les ménages au cours des six derniers mois

Choc	Proportion (réponses obtenues)	% de ménages
Dépenses irrégulières de santé	21,4%	38,9%
Déficit pluviométrique	19,6%	35,7%
Décès d'un membre de la famille	7,1%	12,9%
Hausse des prix des aliments	6,5%	11,7%
Perte de bétail irrégulière (mortalité, vol)	6,3%	11,4%
Réduction ou irrégularité des salaires	6,0%	10,9%
Remboursement des dettes	5,8%	10,5%
Dégâts des animaux sur les cultures	5,5%	9,9%
Insécurité / Vols	4,3%	7,8%
Baisse du prix des produits vendus	4,2%	7,7%
Surendettement	2,9%	5,2%
Frais imprévu dans l'entretien du bétail	1,4%	2,5%
Déplacements	1,0%	1,8%
Eclatement de la famille	0,9%	1,7%
Hausse des prix des transports	0,8%	1,4%
Inondations	0,5%	1,0%
Départ inhabituel du cheptel en transhumance	0,4%	0,6%
Ebola	0,1%	0,1%
Autre	5,4%	9,8%
Ensemble	100%	

10. Assistance alimentaire

Au cours des six mois ayant précédé l'enquête plus d'un quart des ménages (27 %) avait reçu au moins un type d'assistance : toutes les régions étaient concernées. La proportion de ménages assistés est plus élevée dans les régions de Tombouctou (58.9 %), Mopti (42.9 %) et Gao (43.8 %).

Les rations alimentaires gratuites pour les ménages, les soins de santé/médicaments gratuits, les semences et intrants agricoles gratuits/subventionnés et l'appui à l'emploi demeurent les quatre types d'interventions les plus souhaités par les ménages pour leur venir en aide au cours des six prochains mois.

Conclusions

Un quart des ménages maliens sont en insécurité alimentaire

En six mois, la prévalence de l'insécurité alimentaire (modérée et sévère) est restée relativement stable puisqu'elle est passée de 24.4 % à 25.2 %. Malgré ce constat, l'insécurité alimentaire touche toutes les régions du pays et elle s'est fortement détériorée dans certaines zones du Mali, notamment les cercles de Baraouéli (+13 % d'augmentation), San (+14.4 %), Youwarou (+23 %), Kita (+23.8 %), Douentza (+24.2 %), Bougouni (+24.9 %), Nara (+25.9 %), Bla (+28.7 %) et de Gourma-Rharous (+44.5 %).

L'insécurité alimentaire touche plus 40 % des ménages des cercles de Gourma-Rharous (71.7%) ; Nara (49.5%) ; Ansongo (48.9%) ; Abeïbara (47.9%) ; Koro (47.0%) ; Bla (45.8%) ; Tin-Essako (45.6%) ; Tominian (45.4%) ; Bougouni (42.8%) ; Diré (41.3%) et Bandiagara (41%).

Un ménage du milieu rural, avec peu de revenu, ayant un chef de ménage à faible niveau et vivant du travail journalier, d'aide, de maraîchage, d'artisanat ou de la pêche est plus à risque d'insécurité alimentaire.

La situation pastorale s'est aggravée à Gao, Tombouctou, Kidal et Mopti à cause d'un mauvais état des pâturages et des conditions d'abreuvement, de la précocité de la soudure pastorale qui a démarré deux mois plus tôt que d'habitude et de l'insécurité qui perturbe le fonctionnement et l'accès des marchés ainsi que l'accès à des zones de pâturages. Ces facteurs ont engendré une transhumance précoce du bétail vers le Gourma et les zones de pâturages méridionale, une diminution de la taille et de l'embonpoint du cheptel ainsi que de la production laitière.

Les causes de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages

Les difficultés d'accès et d'utilisation des aliments constituent les principales causes de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages. Le caractère structurel et chronique de l'insécurité alimentaire au Mali est lié à la pauvreté, à l'importante taille de la famille, au faible accès à l'éducation et au crédit, aux conditions climatiques difficiles qui posent des aléas constants sur l'agriculture et l'élevage.

A cette situation de structurelle faiblesse s'ajoutent les chocs, essentiellement climatiques et sociaux, qui viennent fragiliser la situation des ménages et dégradent leur résilience.

Evolution probable de la sécurité alimentaire dans les prochains mois

La problématique d'insécurité au nord a engendré une perturbation des marchés et de ce fait l'accessibilité des ménages à l'alimentation depuis trois ans : dans cette perspective, les ménages des régions du nord se retrouveront en forte situation de stress. Par ailleurs, l'insécurité pourrait provoquer d'importants mouvements de déplacés dans les mois à venir et augmenter la pression sur les ressources naturelles des zones de Tombouctou et Gao. Les déplacements auront pour conséquence une perte des moyens d'existence et des sources de revenu et limiteront les opportunités d'accès au crédit, une source de revenu importante pendant la soudure.

A cela s'ajoute une soudure pastorale précoce en provenance des zones Haoussa dans le Gourma et dans les zones de pâturages méridionales, augmentant la pression de troupeaux sur les zones de pâturage et sur les points d'abreuvement, ce qui risque de créer des conflits entre éleveurs et agriculteurs mais aussi une diminution de capital et de revenus pour les éleveurs.

Compte tenu de ces éléments et en vue de la prochaine soudure agricole, la situation de la sécurité alimentaire risque de se détériorer fortement dans les régions de Tombouctou, Gao, Kidal et Mopti, où les ménages seront amenés à adopter des mauvaises pratiques alimentaires et des stratégies d'adaptation qui érodent les moyens d'existence avec des conséquences sur le long terme.

Recommandations

La réduction de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité au Mali passe par l'adoption d'une approche intégrée et de longue durée, prenant en compte non seulement les besoins immédiats en nourriture mais aussi les problèmes structurels qui causent la vulnérabilité. Cependant les actions prioritaires recommandées visent à répondre aussi aux besoins immédiats, principalement au nord du Mali où la précoce soudure pastorale ainsi que la difficile situation sécuritaire perturbent les circuits d'approvisionnement des marchés.

Pour ce faire, il est recommandé de :

A court terme

- ⇒ Mettre en œuvre des programmes d'assistance alimentaire immédiate visant les ménages en insécurité alimentaire sévère.
- ⇒ Améliorer la disponibilité et l'accès en aliment de bétail dans les zones de Gao, Tombouctou, Mopti, Kidal et dans le Sahel Occidental.
- ⇒ Poursuivre les appuis humanitaires en cours et procéder à des actions de reconstitution des moyens d'existence à l'endroit des populations déplacées et des réfugiés de retour.

Moyen terme

- ⇒ Renforcer les actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition infantile dans les régions du nord du pays et continuer les campagnes de sensibilisation pour le changement de comportement sur l'adoption de bonnes pratiques d'alimentation, de nutrition et d'assainissement.
- ⇒ Favoriser la transition d'une phase humanitaire à une phase de développement
- ⇒ Renforcer les capacités nationales et les structures sanitaires dans la surveillance de la situation alimentaire et nutritionnelle ainsi que dans la prévention des désastres.
- ⇒ Plaidoyer pour une meilleure mobilisation des ressources et pour un plan d'action pour une réponse concertée aux problématiques de sécurité alimentaire et de nutrition.

Pour plus d'informations veuillez contacter:

SAP Mali

Mamy COULIBALY, Coordinateur National Adjoint
Ogoyo DOLO, Chef de la Division Technique
Dr Soumaïla DIARRA, Responsable des enquêtes

mpaara1@gmail.com
ogoyodolo@yahoo.fr
dibanka2@gmail.com

PAM Mali

William AFFIF, Directeur Adjoint
Harouna TAMBOURA, Assistant VAM

william.affif@wfp.org
harouna.tamboura@wfp.org

PAM Bureau Régional, Dakar

Simon Renk, Spécialiste des marchés
Malick Ndiaye, chargé de programme VAM

simon.renk@wfp.org
malick.ndiaye@wfp.org

PAM Siège, Rome

Rossella Bottone, Spécialiste de la Sécurité Alimentaire

rossella.bottone@wfp.org